PORCQUÉBEC

Volume 28 - N°4 DÉCEMBRE 2017

Regard sur les stratégies de filières porcines étrangères

CONCOURS RESPONSABLES PAR NATURE
Portraits des derniers lauréats

DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES INTERACTIFS

Le magazine publié par Les Éleveurs de porcs du Québec

SOMMAIRE

Volume 28, Numéro 4, Décembre 2017

7
ÉLEVEURS DE PORCS DU QUÉBEC

DOSSIER - Regard sur les stratégies de filières porcines étrangères

Le porc américain patine sur une glace très mince

L'Espagne détrône la superpuissance porcine allemande

La filière française bat de l'aile

Amy Cronin, entrepreneure et gestionnaire hors pair

Montée en puissance du porc brésilien

Les Éleveurs déposent leur second rapport de responsabilité sociale

Lancement du deuxième concours *Responsables par nature*

Hommage à MM. Boissonneault et Berthiaume

Lancement du livre « Plus de 100 recettes 100 % porc »

Les Éleveurs soutiennent les Banques alimentaires du Québec

Portrait des deux derniers gagnants du premier concours *Responsables par nature*

- Le bien-être des porcs et des employés, signé Saniben
- Ferme À-Porc-Ça, là où rien n'est à part

Plan de soutien aux investissements, la suite

Famille Berthiaume, 61e famille agricole!

5
MOT DU PRÉSIDENT

Obtenir un meilleur prix pour notre travail

33
ÉVÉNEMENT

Record de participation au Porc Show

34
RESSOURCES HUMAINES

Les profils de poste : un pilier de la gestion pour attirer et retenir les employés

37
RÉGIE D'ÉLEVAGE

S'arrêter et planifier…pour mieux repartir

40
ENVIRONNEMENT

Aliments et rejets, où en sommes-nous?

Savez-vous combien vaut votre lisier de porc?

48
ALIMENTATION

Le bilan alimentaire, fiable pour estimer les rejets en phosphore

50
QUALITÉ

Recherche de solutions pour contrôler les odeurs sexuelles dans la viande de porc

52
SANTÉ

Antibiotiques dans la moulée : des chiffres encourageants!

Campagne de sensibilisation sur les stratégies collectives de contrôle du SRRP

56
ÉCONOMIE

L'étude du coût de production 2016 des Éleveurs est disponible

Des indicateurs économiques au bout des doigts

62
CDPQ

Un atelier sur la gestion des truies en groupe populaire!

65
RECETTE

Carré de porc miel, moutardes, sauge et Chic Choc

66
DE PORC ET D'AUTRE

Visite virtuelle d'une ferme porcine réelle!

Rencontre du troisième type? Non, il s'agit d'une visite virtuelle d'une ferme porcine que les Éleveurs de porcs ont fait produire à l'intention du grand public. La visite virtuelle, qui fait le tour en 360 degrés d'une maternité, sera accessible aux visiteurs du stand d'information des Éleveurs, aménagé lors d'une exposition agricole ou encore lors d'un événement public. Voilà une autre belle façon d'en apprendre davantage sur la production porcine!

PORCQUÉBEC

COUPON D'ABONNEMENT
4 parutions par année

Les Éleveurs de porcs du Québec

Faire parvenir un chèque ou un mandat-poste de 15,28 $ à :

La Terre de chez nous
555, boul. Roland-Therrien, bureau 100, Longueuil (Québec) J4H 3Y9

Nom :
Organisme :
Adresse :
Code postal :
Téléphone :
Occupation :

PORCQUÉBEC

Le magazine Porc Québec est publié quatre fois par année.

Pour joindre la rédaction :
Martin Archambault, rédacteur en chef
marchambault@leseleveursdeporcs.quebec

COLLABORATEURS POUR CE NUMÉRO
Hubert Brochard, Dan Bussière, Laetitia Cloutier, Geneviève Côté, Cécile Ferrouillet, Marie-Pierre Fortier, Frédéric Fortin, Philippe Fravalo, Charles Gagné, Élisabeth L'Heureux, Nicolas Mesly, Julie Moreau-Richard, Robert Ouellet, Hugo Plante, Nathalie Plourde, Julien Racicot.

RÉVISEURE
Sylvie Kangah

CONCEPTION GRAPHIQUE ET RÉALISATION
TCN Studio

IMPRESSION
Imprimerie FL Web

DIRECTEUR DES VENTES
Pierre Leroux, poste 7290

VENTES
pub@laterre.ca
450 679-8483, poste 7579

REPRÉSENTANTS
Sylvain Joubert, poste 7272
Marc Mancini, poste 7262

VENTES NATIONALES
Daniel Lamoureux
1 877 237-9826
ads@laterre.ca

Abonnement : 15,28 $ par année au Canada (taxes incluses)
Tél. : 450 679-8483, poste 7274

ÉDITEUR
Les Éleveurs de porcs du Québec
555, boulevard Roland-Therrien, bureau 120
Longueuil (Québec) J4H 4E9
Téléphone : 450 679-0540
Télécopieur : 450 679-0102
Sites Web : **www.leporcduquebec.com**
www.leseleveursdeporcsduquebec.com

Tous droits réservés. Toute reproduction partielle ou entière est interdite à moins d'avoir reçu la permission écrite de l'éditeur.

Courrier poste-publication :
Contrat no 40010128

Dépôts légaux :
BAnQ, BAC Deuxième trimestre 1990
ISSN 1182-1000

Obtenir un meilleur prix pour notre travail

Depuis deux ans, le prix du porc ne suit plus la répartition historique des revenus en provenance des marchés. Dans le passé, cette répartition suivait approximativement la même tendance. Depuis le quatrième trimestre de 2015, un décrochage historique a eu lieu, et la situation n'est toujours pas résolue.

Un déséquilibre qui affaiblit toute notre filière

Des dizaines de millions de dollars ont échappé aux éleveurs de porcs. Ce sont les acheteurs qui en ont bénéficié. Ils ont pu procéder à d'importants investissements pour moderniser leurs installations, améliorer leur productivité et augmenter leur capacité. Ce qui est une bonne chose en passant.

Durant la même période, les investissements de la part des éleveurs ne se sont pas redressés. Les investissements nécessaires pour moderniser les bâtiments des éleveurs accusent toujours un retard considérable. C'est toute la filière porcine qui se trouve fragilisée par ce déséquilibre. Les faits sont incontestables.

Notre filière est comme une chaîne, elle est aussi forte que son maillon le plus faible. Il faut viser un meilleur partage du prix si l'on souhaite avoir une industrie prospère et pérenne.

Les Éleveurs agissent pour corriger la situation

Nous sommes allés observer les tendances du marché aux États-Unis, là où se décide le prix du porc du Québec. Les Éleveurs de porcs ont partagé avec les acheteurs une proposition de correction temporaire de la formule de prix. Après avoir reçu un refus de leur part, nous avons fait le choix de procéder à une requête d'arbitrage accéléré à la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec.

Le 8 novembre dernier, la Régie a tenu une conférence de gestion en présence de toutes les parties. Les acheteurs ont signifié leur désaccord à l'égard de la requête des Éleveurs, la jugeant irrecevable. La Régie a proposé de traiter le dossier en deux temps. Elle entendra premièrement la demande d'irrecevabilité de la requête d'arbitrage accéléré des acheteurs. Ensuite, si la demande des acheteurs est rejetée, elle traitera la requête des Éleveurs du 6 au 9 février.

Renouvellement de la Convention de mise en marché des porcs

Simultanément à nos efforts devant la Régie, nous nous préparons aux négociations qui pourraient commencer, dès l'an prochain, pour le renouvellement de la Convention de mise en marché des porcs. Au cours des prochains mois, nous amorcerons nos consultations pour établir les principaux axes de travail de ce grand chantier.

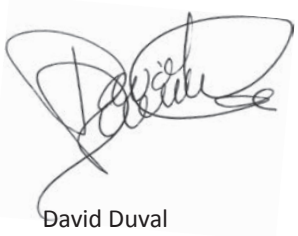
Parallèlement, les Éleveurs de porcs poursuivront leur dialogue avec les acheteurs. Car malgré ce désaccord, il est important et convenu de poursuivre ensemble nos travaux sur des enjeux aussi fondamentaux pour notre industrie que la santé, la qualité, la recherche, notre position concurrentielle et, bien sûr, l'application harmonieuse de la Convention en cours.

Plusieurs dossiers, un engagement clair

Les Éleveurs de porcs du Québec ont aussi été actifs dans plusieurs autres dossiers cet automne. Vous trouverez dans cette revue un article concernant le dépôt de notre deuxième rapport de responsabilité sociale, qui a eu lieu à l'Assemblée nationale au début du mois de novembre. Nos efforts de valorisation du porc ont été remarqués avec le lancement d'un livre de cuisine dont je suis particulièrement fier.

Nos efforts de représentation politique se sont poursuivis lors du Sommet sur l'alimentation du 17 novembre. La filière porcine s'est unie pour parler d'une seule voix en préparation de la première politique bioalimentaire du Québec. La conclusion du premier ministre, qui a assisté à toutes les délibérations, nous rend optimistes quant à la demande centrale de notre filière d'obtenir un appui financier gouvernemental à la hauteur de nos besoins en matière d'investissement dans nos bâtiments.

Les derniers mois ont été fébriles, et les prochains mois s'annoncent actifs pour les Éleveurs de porcs du Québec. Un engagement clair perdure : **offrir à tous les éleveurs de porcs un environnement d'affaires prospère et durable**.



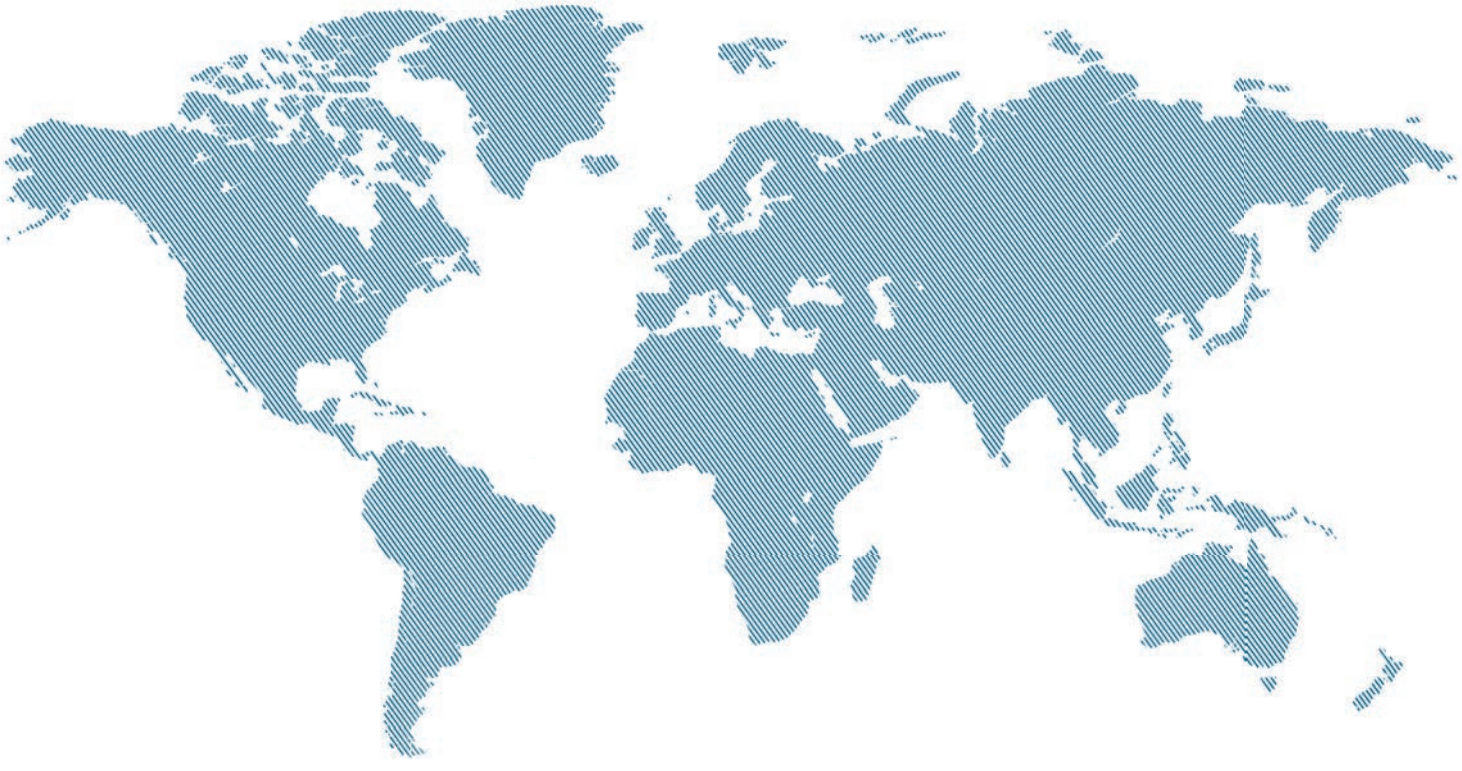
David Duval
Président
Les Éleveurs de porcs du Québec

Nicolas Mesly, journaliste agronome | nicolas@nicolasmesly.com

DOSSIER

Regard sur les stratégies de filières porcines étrangères

Votre magazine vous offre un regard sur l'histoire, les défis et les succès des filières porcines de cinq pays, incarnés par des conférenciers de premier plan qui ont été invités dans le cadre de la journée thématique tenue le 9 novembre. Pourquoi un tel dossier s'impose? Parce que le marché de viande de porc est un marché global et très concurrentiel. D'où l'importance, comme entrepreneur, d'en saisir les enjeux. Bonne lecture!



Le porc américain patine sur une glace très mince

« Nous marchons sur une glace très mince. Personne ne peut prédire quel matin le président Trump va twitter le retrait des États-Unis de l'ALENA », dit Brett Stuart, analyste et cofondateur de Global Agri Trends.

Les États-Unis sont le deuxième exportateur mondial de viande de porc, et le Mexique est de loin leur plus gros client, particulièrement en jambons. Passer d'un tarif zéro sous l'ALENA à une simple augmentation de 10 % des tarifs entre les deux pays provoquerait un reflux de centaines de millions de jambons aux États-Unis, ce qui « mettrait le marché nord-américain à terre », croit Brett Stuart.

La bonne nouvelle, c'est que le marché mondial de viande de porc est en croissance, tiré par la Chine, un pays avec lequel le président Trump est aussi à couteaux tirés. « Nous avons trop d'enjeux avec la Chine — la propriété intellectuelle, la militarisation des îles dans la mer de Chine, la Corée du Nord — pour que nous devenions un fournisseur important de viande de porc. Cela laisse la place au Canada, au Brésil ou à l'Union européenne », dit Brett Stuart.

De nouveaux abattoirs

Cette incertitude provoquée par le président Trump plane au moment où l'industrie porcine américaine est en pleine expansion. La construction de cinq nouveaux abattoirs, amorcée à l'automne 2016, permettra d'augmenter la capacité d'abattage de 10 %, soit d'abattre 12 millions de porcs de plus annuellement d'ici l'automne 2019. « Plusieurs de ces nouveaux abattoirs sont construits par des producteurs qui se sentaient floués par les abattoirs existants », explique Brett Stuart.

C'est que certains producteurs ont engrangé des profits sans précédent lors de la crise provoquée par le virus de la diarrhée épidémique porcine en 2014 qui a décimé 6 millions de porcelets. Wall Street, anticipant une pénurie de viande de porc à cause de la maladie, a fait bondir les prix. Résultat : les producteurs ont engrangé une cagnotte de 4 milliards de dollars US, soit un profit de 40 $/bête. D'où l'idée de construire leurs propres abattoirs.

Changement de paradigme

Ces nouveaux établissements vont inverser la donne actuelle. D'une situation où on avait plus de porcs que de capacité d'abattage, la filière porcine américaine va se retrouver dans un contexte de surcapacité d'abattage, entrevoit le Dr Stuart. Ce qui va forcer les abattoirs à faire des enchères « plus agressives » pour obtenir des animaux. « Les abattoirs américains, y compris ceux appartenant à des producteurs, possèdent moins de 50 % des bêtes qu'ils abattent. Et pour être rentables, ils doivent tourner à au moins 90 % de leur capacité d'abattage », souligne Brett Stuart.

Par ailleurs, il n'est pas impossible que les importations de porcs et de porcelets canadiens retrouvent la cote d'avant la mention obligatoire du pays d'origine sur les étiquettes (COOL) en vigueur de 2008 à 2016. Plus d'un million de bêtes canadiennes franchissaient la frontière pour approvisionner les abattoirs américains avant cette mesure. Celle-ci a fait fondre ce commerce de moitié.

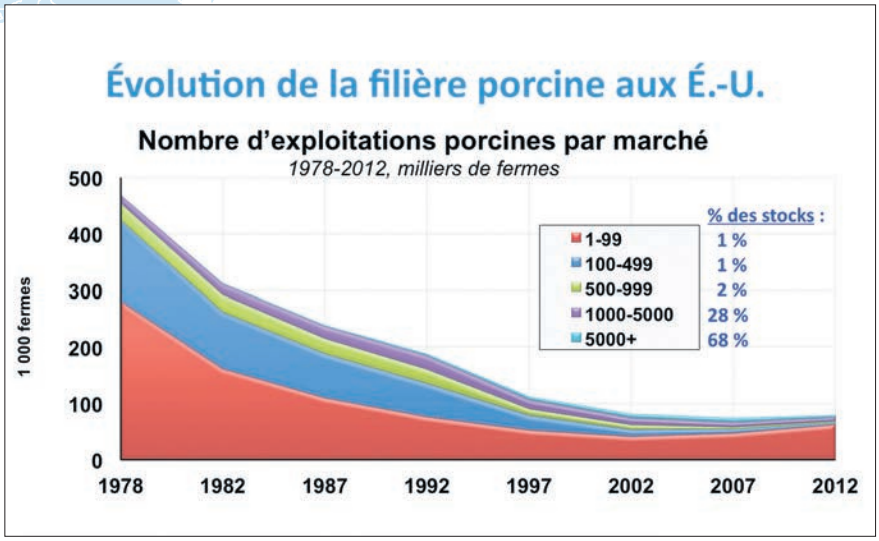
Qui va consommer le porc américain?

Si les marchés d'exportations que sont le Mexique et la Chine sont vitaux pour les

Brett Stuart

éleveurs américains, la situation nationale est préoccupante. Les Américains n'ont jamais consommé autant de porc depuis 20 ans, soit 54 livres par habitant. En 2018, Brett Stuart prévoit que ceux-ci consommeront chacun 210 livres de viande, un record. « On est très efficace pour construire de grosses fermes et de nouveaux abattoirs. Toutefois, s'est-on demandé si la demande était au rendez-vous ? », questionne-t-il.

Cette demande changeante doit répondre aux nouvelles exigences des consommateurs vis-à-vis les modes de production, par exemple avec la venue des labels biologiques, sans OGM, ou pour répondre à de nouvelles normes de bien-être animal volontaires, telles que « certified humane ». « L'important, selon l'analyste, est de laisser le choix aux consommateurs, mais de ne pas mettre en péril la filière porcine conventionnelle qui offre un produit de qualité, en légiférant ces exigences susceptibles de baisser les rendements. « Ce serait socialement irresponsable de légiférer ces exigences qui réduisent les rendements, car celles-ci



La structure américaine de production de porcs a changé de façon draconienne. De 1978 à 2012, quelque 390 000 fermes porcines ont disparu de la carte. « Les producteurs de maïs et de porc du Midwest ont choisi de se spécialiser et de grossir leurs opérations ». La majorité des producteurs qui restent en selle vendent plus de 5 000 porcs par année. Et aujourd'hui 35 compagnies contrôlent les deux tiers de la production américaine. (Les trois plus grandes entreprises --Smithfield, Triumph Foods et Seabord — possèdent chacune plus de truies que l'ensemble des producteurs canadiens.)

feraient augmenter les coûts de la viande au moment où 850 millions de personnes ont faim », croit-il.

Quant aux nouvelles normes imposées par le gouvernement américain sur l'utilisation ou l'interdiction de certains antibiotiques dans les élevages, Brett Stuart croit que les éleveurs vont s'y adapter « sans baisse de rendements ». Avec toutefois un marché domestique saturé et un marché international aliéné par leur propre président, les producteurs américains patinent en effet sur une glace très mince. ■

ÉLEVEURS DE PORCS DU QUÉBEC

L'Espagne détrône la superpuissance porcine allemande

La journée était animée par Vincent Cloutier des Éleveurs de porcs. Horacio Gonzáles Alemán était pour sa part en visioconférence. Les gens ont tout de même pu s'adresser à lui.

Comment l'Espagne est-elle devenue le premier producteur de porc européen? « Il n'y a pas de miracle. À force de beaucoup de travail, d'échecs, de succès et d'une vision publique-privée », raconte Horacio Gonzáles Alemán, consultant et spécialiste du secteur agroalimentaire européen et rédacteur du blogue Thoffood.

Certes connue pour son porc ibérique, un marché de niche très lucratif, l'Espagne s'est faufilée au premier rang de la filière porcine conventionnelle européenne en adoptant d'abord un plan d'éradication de la peste porcine africaine sur dix ans et complété en 1994. « Le statut sanitaire d'un pays, c'est le socle d'une filière rentable », affirme l'expert.

Mais c'est l'adhésion de l'Espagne à l'Union européenne en 1986 qui a véritablement engendré la filière porcine ibérique. « Nous étions un pays du tiers monde et, avec cette adhésion, on a plongé d'un coup dans un milieu commercial concurrentiel ». Pour faire face à la musique, Madrid a fait le choix difficile d'éliminer 390 000 élevages de moins de 150 truies « avec des mesures d'accompagnements ». Ensuite deux modèles d'affaires s'imposent : coopératif ou l'intégration. C'est le second qui a raflé la mise : 63 % des 47 millions de porcs produits en Espagne aujourd'hui le sont sous forme d'intégration.

« Les intégrateurs ont réussi ce que les multinationales de l'alimentation comme Purina et les abattoirs n'ont pu faire: rassembler les producteurs au sein d'une filière productive en répartissant les risques », poursuit Horacio Gonzales Aleman. L'expert attribue ce succès au fait que ce sont des producteurs agricoles catalans qui, disposant de revenus d'autres activités comme les fruits et légumes, se sont lancés dans la production porcine sous intégration, ce qui a instauré un climat de confiance.

Adoption d'une loi interprofessionnelle

Madrid a aussi encouragé cette filière par l'adoption en 2004 d'une loi interprofessionnelle, qui a réuni autour d'une même table : syndicats, coopératives, abattoirs et commerce. Un exercice qui ne s'est pas fait sans grincements de dents et qui a donné entre autres choses naissance à ANPOGRAPORC, une association qui regroupe 80 % des producteurs. Mais ce n'est qu'en 2012,

huit ans plus tard, que le ministère de l'Agriculture a autorisé un prélèvement obligatoire pour promouvoir des activités internationales, des campagnes de promotion auprès des consommateurs, des études économiques et un fonds de gestion de crise.

Environ 20 % de la production porcine espagnole est exportée, majoritairement en Chine et dans l'Union européenne, en France surtout, sous forme de jambons. Au sujet de la disponibilité et du salaire de la main-d'œuvre, le conférencier a indiqué que le salaire minimum instauré en Espagne est de 800 euros par mois. La terrible crise économique que le pays a connue, avec un taux de chômage de plus de 30 %, a aussi favorisé l'emploi dans le secteur.

Questionné à savoir si la filière porcine espagnole subissait la pression sociétale en matière d'environnement, l'expert a répondu : « Contrairement aux pays de l'Europe du Nord, nous sommes un grand pays et nous avons l'espace nécessaire pour épandre le lisier. Quant à la question de bien-être animal, les groupes de défense du droit des animaux sont présents en Espagne, mais pas de façon aussi agressive que dans le nord de l'Europe. »

Du maïs importé

Alors que l'alimentation représente 70 % des coûts de production, les participants ont été étonnés d'apprendre que la filière porcine espagnole dépend entièrement des importations de maïs, de soya ou autres grains livrés en majorité au port de Barcelone.

En entrevue, Horacio Gonzáles Alemán s'est dit inquiet pour l'avenir de cette filière, car 30 % pour cent de la production porcine espagnole se trouve aujourd'hui en Catalogne, une région qui a récemment voté « illégalement » son indépendance. « La Catalogne, c'est notre Brexit. Imaginez l'impact sur l'industrie porcine si, du jour au lendemain, on se retrouve avec des tarifs de 20 % ou 30 % au sein de l'Espagne. » Si tel était le cas, l'Allemagne pourrait bien récupérer sa place de premier producteur européen. ■

La filière porcine française bat de l'aile

« Depuis la crise de 2007, je n'ai pas un bilan positif à la ferme et la situation est pire que toutes celles qu'ont pu connaître mes parents », raconte Paul Auffray, éleveur breton et président de la Fédération nationale porcine.

La Bretagne concentre à elle seule 60 % de la production porcine française et la taille moyenne des élevages français est aujourd'hui de 215 truies et 59 hectares. Le modèle naisseur-engraisseur domine, mais, depuis 10 ans, 36 % des exploitations ont disparu. La production française stagne depuis à 24 millions de porcs/an depuis plusieurs années. Et la pérennité de l'élevage est en jeu parce que 20 % du cheptel est entre les mains d'exploitants qui ont plus de 55 ans.

Pourtant les éleveurs français ont des atouts indéniables. « Nous sommes très bons sur les matières premières, maïs et blé, et sur le plan technique que ce soit la conversion alimentaire ou le nombre de porcelets sevrés qui a doublé », dit Paul Auffray. De plus, le statut sanitaire du cheptel français est impeccable grâce à une veille vétérinaire-éleveur serrée, une meilleure qualité de l'eau dans les élevages et à une vaccination préventive qui a permis une réduction de 25 % d'antibiotiques au cours des trois dernières années. La seule inquiétude sanitaire provient de la peste porcine africaine présente en Russie et qui frappe aux portes de l'Europe.

Un prix décroché

Le véritable accroc dans la filière porcine française, selon Paul Auffray, c'est le prix du porc payé aux éleveurs, « un prix décroché » par rapport au reste de l'Europe. « Il y a une concurrence déloyale intra-européenne au chapitre du coût des salaires dans les abattoirs. En France, le salaire moyen est de plus de 1 000 euros par mois, tandis que les industriels allemands ou espagnols payent la moitié pour des travailleurs polonais ou roumains », explique-t-il.

Selon lui, les industriels français accusent du retard, notamment dans la capacité d'abattage. « Cooperl, l'équivalent breton d'Olymel, abat de 2 000 à 3 000 porcs par jour alors qu'au Danemark un seul abattoir traite 20 000 bêtes par jour, en misant sur la robotisation ». Les éleveurs cependant sont aussi en retard, estime Paul Auffray, qui évalue l'investissement nécessaire pour moderniser le parc de bâtiments à plus d'un milliard d'euros.

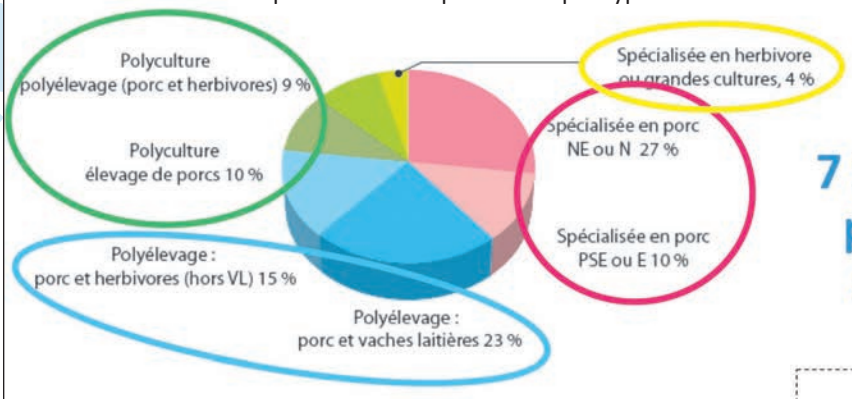
Le porc de France

« Le porc souffre aussi d'une standardisation trop forte » et le manque d'innovation pour conquérir le coeur des consommateurs français préoccupe aussi l'éleveur. « Avec Le porc de France, nous travaillons comme vous avec Le porc du Québec, pour promouvoir la qualité du porc élevé chez nous », explique Paul Auffray. Mais le défi est de taille, car les Français s'arrachent le jambon espagnol, vendu moins cher dans les supermarchés. Quant au porc bio, il ne représente que 0,5 % de la production totale. Autosuffisante à 103 %, la France ne mise pas sur la Chine par exemple, car les exportations « relèvent d'une stratégie secondaire », selon Paul Auffray.

Autre enjeu et non le moindre : « le fléau » de la diminution de la consommation, toute viande confondue, en France comme dans toute l'Europe, promulguée par les groupes de défense des animaux provenant du Nord de l'Europe et avec des images chocs diffusées sur le Web sur la castration, par exemple. « Si on gère cet enjeu de manière frontale, on est sûr de perdre! Il faut s'asseoir et discuter avec les vegans et les végétariens. Ce n'est pas facile », admet Paul Auffray. Ceci au moment où la France baigne dans des états généraux sur l'alimentation sous la présidence d'Emmanuel Macron. L'avenir de la filière française repose plus que jamais sur ce nouveau contrat social. ■

Paul Auffray

Répartition des exploitations par type



7 types d'exploitations porcines et 4 grands systèmes d'élevage

En France, l'exploitation porcine type est spécialisée avec 215 truies NE et 59 ha

+ environ 75 maternités collectives, principalement localisées en Bretagne et Pays de la Loire, mais aussi en Midi-Pyrénées et Aquitaine, et en Rhône-Alpes et Auvergne

- Taille moyenne de 200 à 2 700 truies
- 860 truies en moyenne
- Pas de foncier
- 4,6 ETP à 92 % salariés

Amy Cronin, une entrepreneure et une gestionnaire hors pair

« En 2010, aucun de nos six enfants ne désirait prendre la relève de notre entreprise. Nous avons inversé la vapeur et, aujourd'hui, cinq de nos six enfants veulent intégrer la ferme », a lancé Amy Cronin, copropriétaire avec son mari de la ferme porcine « Cronin Family Farms », située en Ontario. La productrice a expliqué son parcours devant un auditoire rapidement conquis.

La productrice ontarienne, Amy Cronin.

C'est le changement d'attitude du couple face à la vie qui a permis l'expansion de leur ferme. Leur secret : « transformer les menaces en opportunités ». L'entreprise s'est d'abord donné une mission, soit celle d'être rentable au premier chef en approvisionnant un marché global avec un produit de qualité. Ensuite, le couple Cronin a doté son entreprise d'une série de valeurs qui forment l'épine dorsale de la ferme.

« La famille demeure notre plus important actif », a-t-elle expliqué. Mais l'entreprise tourne aussi autour des principes d'honnêteté et d'intégrité. Les Cronin, qui vont fêter les vingt ans de leur entreprise, ont gardé le même vétérinaire, la même compagnie génétique, le même conseiller en alimentation et le même conseiller financier depuis l'achat de leur première ferme en janvier 1998. Amy Cronin admet que la chose n'a pas été facile, mais qu'il faut apprendre à se faire confiance dans les circonstances les plus difficiles. « La relation avec les gens est un facteur clé du succès », a-t-elle renchéri.

Ensuite, il ne faut pas avoir peur du changement et, au contraire, l'accueillir l'esprit ouvert. Quant aux pratiques de développement durable, « elles sont essentielles. » Et, a-t-elle insisté, il est important de s'informer et de s'éduquer tout au long de sa carrière mentionnant, du coup, l'incroyable expérience d'avoir été présidente, pendant cinq ans, d'Ontario Pork, l'association regroupant les éleveurs de porcs ontariens.

De 600 à 22 000 truies

C'est dans ce terreau de valeurs que l'entreprise a poussé en vingt ans, passant de 600 à 22 000 truies réparties sur dix sites de production, dont des activités aux États-Unis depuis 2006. « Nous vendions

des animaux dans le Midwest et notre intermédiaire faisait dix dollars de profit par tête. On y a vu une opportunité », explique l'entrepreneure, en précisant que le marché américain est « une bête totalement différente. »

L'investissement aux États-Unis permet de répartir les risques dans une entreprise qui mise exclusivement sur la production de porcs et de marchés de niche : porcelets de différents poids, porcs lourds, production de truies, etc. « Il y a plus d'opportunités aux États-Unis sans doute à cause de la taille du marché », dit Amy Cronin.

Différences Canada vs États-Unis

Parmi les différences relevées entre le Canada et les États-Unis, le coût de l'alimentation est moindre chez l'oncle Sam. Les frais de vétérinaires qui étaient autrefois plus dispendieux aux États-Unis, sont presque paritaires. La filiale américaine des Cronin bénéficie de 8 abattoirs situés à moins de trois heures de route. Tandis qu'en Ontario, l'entreprise a accès à seulement deux abattoirs.

Autre grande différence entre les deux pays : l'accès et l'administration de la main-d'œuvre, « un vrai casse-tête aux États-Unis, car nous sommes responsables de la couverture santé et sociale ». À ce sujet, Amy Cronin vante le système canadien qui permet, grâce à ses programmes de travailleurs étrangers, un accès beaucoup plus facile à la main-d'œuvre. L'entreprise des Cronin ressemble aujourd'hui « aux Nations unies » et compte 115 employés provenant du Guatemala, des Barbades, d'Ukraine, etc., tous choisis en fonction des valeurs fondatrices.

Certification Global Animal Partnership

En 2016 et en 2017, les Cronin ont implanté deux nouvelles fermes en Ontario, toutes deux pour produire du porc destiné au marché américain. L'une d'entre elles, *Cedar Grove Pork*, est une première, construite selon « un plan maison » et utilisant les plus récentes technologies. La nouvelle porcherie abrite 2 500 truies élevées en groupe sur de la paille et mettent bas dans des petits parcs individuels. Le système répond aux normes GAP (Global Animal Partnership) et les premiers animaux ont été livrés à la mi-septembre. Quelque 62 000 bêtes par année traverseront la frontière canado-américaine.

Bien entendu, le facteur Trump inquiète la productrice. Celle-ci envisage tout de même l'avenir de façon positive, entre autres à cause de l'excellente récolte de maïs aux États-Unis qui permettra de nourrir les animaux à moindre coût. Elle mise aussi sur la stratégie de diversification de l'entreprise pour contrer le prix cyclique du porc, une recette qui a très bien servi la ferme Cronin. ■

ÉLEVEURS DE PORCS DU QUÉBEC

Montée en puissance du porc brésilien

« Nous n'avons pas d'hiver et nous pouvons compter sur deux récoltes annuelles de maïs et une de soya pour alimenter notre filière porcine », dit Nilo Chaves de Sá, directeur général de l'Association porcine brésilienne. Superpuissance agricole, le Brésil est le deuxième exportateur mondial de soya, troisième de maïs et quatrième de viande porcine.

Nilo Chaves de Sá

La Russie et la Chine constituent les deux gros clients du géant vert et accaparent près de 70 % des exportations. « À cause des exigences de ces marchés, nous avons réduit l'utilisation de 50 % de la ractopamine dans nos élevages », poursuit Nilo Chaves de Sá.

Le Brésil jouit d'un statut sanitaire qui a permis « une bonne productivité, un faible taux de mortalité et un bon taux de conversion alimentaire ». Les deux maladies dévastatrices que sont la fièvre porcine et la fièvre aphteuse sont sous contrôle. Pour le moment, seul l'état de Santa Catarina est reconnu exempt de fièvre aphteuse sans vaccination, mais on compte obtenir ce statut pour l'ensemble du pays auprès de l'OIE d'ici 2023. Le Brésil importe toute sa génétique d'Europe et d'Amérique du Nord, et les animaux sont gardés en quarantaine à l'Ile de Cananeia, en marge de Sao Paulo.

Nilo Chaves de Sá précise que le Brésil exporte de 15 % à 18 % de sa production nationale. Le marché de l'exportation est largement dominé par de grands joueurs, dont la concentration s'est accrue au cours des dix dernières années. En 2017, cinq grands joueurs que sont — BRF, JBS et Aurora, Frimesa et Alibem — écoulent la majorité de leur production par quelque 100 abattoirs sous inspection fédérale. À elles seules, ces entreprises possèdent 950 000 truies, soit plus de 55 % du cheptel du pays.

Marché domestique dominé par les indépendants

Le poids des porcs vivants varie en fonction des marchés, ceux destinés au marché de viande fraîche, par exemple à la ville de Sao Paulo, pèsent 105 kilos. Les porcs destinés à la transformation, eux, pèsent de 125 kg à 130 kg « pour répondre au besoin en gras des transformateurs. » Contrairement aux marchés d'exportation, le marché domestique est largement dominé par des producteurs indépendants. Et il y a place à la croissance dans ce marché carnivore, les quelque 200 millions de Brésiliens consomment plus de 100 kg de viande par personne mais à peine 14,5 kg de viande de porc.

La taille des fermes varie de quelques centaines de truies à 45 000 truies réparties sur dix sites dans le Mato Grosso, l'équivalent brésilien du *Corn Belt* aux États-Unis. Les bâtiments les plus modernes jouissent de ventilation mécanique dans un pays où les températures oscillent entre 30 degrés Celcius et 35 degrés Celcius. « Cela a permis d'améliorer sensiblement la santé des truies et le nombre de porcelets sevrés. Dans certains élevages, on a sevré plus de 35 porcelets en 2016 », dit Nilo Chaves de Sá.

Ces fermes exigent des investissements majeurs, tout comme les installations pour produire du biogaz. Toutefois, au prix de l'énergie électrique, ces investissements sont rapidement rentables. Selon Nilo Chaves de Sá, le Brésil compte déjà 700 biodigesteurs. Du côté de la main-d'oeuvre, les employés sont très bien protégés grâce à une loi en application depuis cet automne. Celle-ci empêche les travailleurs de travailler plus de 7 jours consécutifs, et ces derniers disposent de trois semaines de vacances dès leur première année en fonction.

Une pression sociale croissante

La pression sociale à l'égard du bien-être animal, sans égale à celle que connaît l'Europe, gagne du terrain. « Les consommateurs veulent savoir de plus en plus comment les animaux sont élevés », constate Nilo Chaves de Sà. L'enjeu principal porte sur les cages de gestation et les grandes compagnies ont déclaré leur mise au rancart d'ici 12 ans, sans avoir recours à une loi.

Selon Nilo Chaves de Sà, le développement de la filière porcine brésilienne fait face à deux écueils : le manque d'infrastructures — routes, chemin de fer, ports — et la corruption. Des grandes entreprises comme JBS ont récemment trempé dans des scandales provoquant un arrêt des exportations de certains clients, comme la Chine et l'Union européenne. Ces interdictions toutefois n'ont diminué que de 4 % le volume d'exportation cette année, indique-t-il. ■

ÉLEVEURS DE PORCS DU QUÉBEC

Hommage à MM. Boissonneault et Berthiaume

L'actuel 1er vice-président, M. Yvan Fréchette, et le président, M. David Duval, ont remis un présent, au nom des Éleveurs, à M. Cécilien Berthiaume, accompagné de sa conjointe, Mme Sylvie Blais, et à M. David Boissonneault qui était aussi avec sa conjointe, Sheila Hallé.

Les Éleveurs de porcs, lors de l'assemblée générale spéciale, le 10 novembre, ont rendu hommage au président et au 1er vice-président sortants, MM. David Boisssonneault et M. Cécilien Berthiaume. MM. Laurent Lessard, ministre de l'Agriculture, Ernest Desrosiers, président directeur-général de la FADQ, Yvan Lacroix, président directeur-général de l'AQINAC, et Steve Morin, responsable des approvisionnements chez Olymel, se sont joints aux Éleveurs, par vidéo, pour rendre hommage à M. Boissonneault. M. Marcel Groleau, président de l'UPA, et Mme Amy Cronin, présidente sortante d'Ontario Pork, ont également livré un bref témoignage. Le 1er vice-président des Éleveurs, M. Yvan Fréchette, a pour sa part rendu hommage à M. Berthiaume qui a assuré la première vice-présidence de l'organisation de 2011 à 2017. M. Boissonneault a occupé la présidence durant la même période. ■

Martin Archambault, rédacteur en chef du magazine Porc Québec | marchambault@leseleveursdeporcs.quebec

Les Éleveurs déposent leur second rapport de responsabilité sociale

Les Éleveurs ont procédé au dévoilement de leur second rapport de responsabilité sociale, le 8 novembre, lors d'une activité organisée à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale en présence de quelque 80 personnes, soit nombreux députés, éleveurs et partenaires.

Parmi les 25 députés, soulignons la présence de quatre ministres : la ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Mme Isabelle Melançon, le ministre de l'Agriculture, M. Laurent Lessard, le ministre délégué aux Affaires maritimes et ministre responsable de la région du Bas-Saint-Laurent, M. Jean D'Amour, ainsi que le ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional, Stéphane Billette.

Les membres du C.A. ont profité de l'activité pour rappeler l'importance de la contribution de la production porcine à l'économie québécoise. Sur la photo : MM. Pascal Rioux, Bruno Bouffard, Louis Coutu, Benoît Magny, Yvan Fréchette, 1er vice-président, Louis-Philippe Roy, 2e vice-président, David Duval, président, Pierre Massie, 2e membre du comité exécutif, René Roy, Serge Ménard, 1er membre du comité exécutif, et François Nadeau.

Les Éleveurs ont réitéré leur volonté de s'engager encore plus loin dans la responsabilité sociale et, en ce sens, des cibles d'amélioration sont définies pour les trois prochaines années. « Je suis très heureux de vous présenter notre deuxième rapport de responsabilité sociale. Les Éleveurs sont fiers de leur démarche de responsabilité sociale entreprise en utilisant un cadre reconnu à cette fin, démontrant ainsi que l'ensemble des producteurs de porcs sont prêts à s'engager dans l'amélioration continue de leurs pratiques. Le porc du Québec est un fleuron québécois. Il est considéré comme l'un des porcs les plus verts au monde », a fait valoir le président des Éleveurs, David Duval, en s'adressant aux invités.

L'ensemble des administrateurs, partenaires et politiciens, dont M. Jean Larose, directeur général (à l'extrême gauche), les députés Norbert Morin, député de Côte-du-Sud, et Yves Saint-Denis, député d'Argenteuil, l'administrateur Louis Coutu, le député Guy Hardy, député de Saint-François, et le ministre Laurent Lessard (à l'extrême droite), ont assisté à la présentation sur le rapport de responsabilité sociale dans la magnifique Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

M. Duval a aussi rappelé que le secteur porcin génère des retombées écono-

Le président David Duval en compagnie des ministres de l'Agriculture et de l'Environnement, M. Laurent Lessard et Mme Isabelle Melançon.

Le 2e vice-président, Louis-Philippe Roy, et le membre du C.A., René Roy, en discussions avec M. André Spénard, député de Beauce-Nord, et de Mme Sylvie D'Amours, députée de Mirabel.

miques de plus de 2,55 milliards de dollars annuellement et que la filière porcine québécoise emploie 26 500 personnes. « Il y a une opportunité d'investir massivement dans l'élevage de porc. Une étude indépendante évalue à 525 millions de dollars les investissements potentiels pour les éleveurs québécois. C'est majeur! », a indiqué le président.

Clin d'œil à l'appui à l'investissement

M. Duval a conclu en saluant le ministre Laurent Lessard qui, par la récente annonce du plan de soutien à l'investissement, a su écouter les besoins des éleveurs et s'adapter pour reconnaître les particularités du secteur porcin. « C'est un pas dans la bonne direction. Toutefois, ce programme ne permettra pas aux éleveurs de porcs d'atteindre leur plein potentiel. Pour y arriver, nous estimons qu'il faut une aide de 140 millions $, dédiée au secteur porcin. Avec un tel engagement de nos élus, les éleveurs de porcs auront enfin un environnement d'affaires plus stable. C'est le coup de pouce qui nous manque pour atteindre les cibles du projet économique que nous avons élaboré il y a quatre ans », a souligné le président des Éleveurs de porcs. ■

Concours Responsables par nature
LANCEMENT DE LA DEUXIÈME ÉDITION

Forts du succès de la première édition, les Éleveurs ont profité de l'assemblée générale spéciale, le 10 novembre, pour confirmer le retour du concours Responsables par nature. Initialement lancé en novembre 2016, le concours vise à mettre en lumière les bonnes pratiques mises en œuvre par les éleveurs porcins du Québec, des pratiques qui s'inscrivent dans la démarche de responsabilité sociale de l'organisation. Les trois lauréats de cette deuxième édition seront dévoilés lors de l'assemblée générale annuelle 2018 et se verront remettre un prix en argent : 2 500 $ au grand gagnant et 1 000 $ aux deux autres. Une capsule vidéo de même qu'un reportage dans le *Porc Québec* sur chacun des gagnants seront réalisés pour faire connaître leurs bonnes pratiques et inspirer ainsi le plus d'éleveurs possible. Pour soumettre sa candidature, il suffit de remplir le formulaire, accessible sur le site www.accesporcqc.ca.

Voici le sceau visant à démontrer l'interrelation avec la démarche de responsabilité sociale et des interventions de l'organisation et des éleveurs dans leur quotidien.

- La signature Responsables par nature indique que les éleveurs sont fondamentalement et naturellement responsables.
- L'arche symbolise l'ouverture sur le monde, la prospection et une vision sur l'avenir.
- La main illustre que les éleveurs portent la démarche et qu'ils y sont au cœur.
- Les cinq feuilles rappellent les cinq axes du rapport de responsabilité sociale, tandis que la plante est le symbole de l'environnement et de la terre.
- La queue du porc fait le lien entre le sceau et le logo des Éleveurs de porcs du Québec.

Le deuxième rapport de responsabilité sociale des Éleveurs est disponible sur le site des Éleveurs de porcs.

Martin Archambault, rédacteur en chef du magazine Porc Québec | marchambault@leseleveursdeporcs.quebec

Lancement du livre « *Plus de 100 recettes 100 % porc* »

Les Éleveurs de porcs du Québec ont profité de *l'Événement gourmand 100 % porc. 100 % engagé*. qui s'est tenu le 17 octobre au Centre Phi pour lancer leur tout nouveau livre de recettes.

David Duval, président des Éleveurs, Danielle Vaillant, directrice du marketing, et Pierre Massie, président du comité valorisation du produit et de la profession, étaient fiers de présenter le livre.

Marilou de Trois fois par jour et le chef Jonathan Garnier ont participé à quelques-unes des recettes.

M. David Duval, s'est dit fier du livre qui a été présenté aux 150 convives. « Avec notre livre *Plus de 100 recettes 100 % porc*, nous souhaitons continuer notre travail d'ennoblissement du produit. Le porc du Québec a changé pour le mieux. Je tiens à souligner la qualité du travail réalisé au fil du temps pour atteindre cette qualité, tant par les éleveurs que par les transformateurs », a fait valoir le président.

Le livre est en lien avec la campagne publicitaire qui met de l'avant 4 grands thèmes, soit *FACILE D'ÊTRE SANTÉ*, *FACILE DE RECEVOIR*, *FACILE DE GAGNER DU TEMPS* et *FACILE DE SE DÉPAYSER*. « La campagne, et le livre qui est un élément clé, permettent de répondre à la demande des consommateurs d'ici qui recherchent à produire avec facilité un plat avec une viande de qualité », a expliqué Danielle Vaillant, directrice du marketing aux Éleveurs de porcs. Les consommateurs pourront se procurer le livre au prix de 34,95 $ dans toutes les librairies du Québec, chez Costco, Walmart et certains détaillants en alimentation. ■

Les invités ont pu consulter en primeur les succulentes recettes faciles à faire !

Les Éleveurs s'engagent auprès des Banques alimentaires du Québec

Les Éleveurs de porcs, lors du lancement du livre, ont également annoncé un partenariat de 145 000 $ sur six ans avec le réseau des Banques alimentaires du Québec. Les Éleveurs remettront 20 000 $ dès cette année. À partir de 2018, ce montant s'élèvera à 25 000 $ de façon récurrente jusqu'en 2022. De cette somme, 10 000 $ par année proviendra des huit syndicats régionaux.

Les invités ont pu assister à un atelier de présentation de plats.

Une centaine d'invités ont pris part à l'événement mettant Le porc du Québec en valeur.

Chaque mois, les Banques alimentaires du Québec aident plus de 400 000 personnes au Québec, dont 150 000 enfants.

« Notre travail, c'est de nourrir les Québécois. C'est pourquoi les situations de précarité alimentaire nous ont toujours interpellés », a indiqué David Duval. Grâce à ce don de 145 000 $, nous contribuerons à enrayer la faim partout au Québec. Ce don fournira une source de protéines de qualité exceptionnelle à des milliers de personnes qui n'y auraient pas accès en temps normal », conclut-il.

Le président du conseil d'administration des Banques alimentaires du Québec, Daniel Tremblay, s'est réjoui de ce partenariat. « L'appui financier des Éleveurs aidera grandement notre réseau à nourrir plus de 400 000 personnes qui ont recours à nos services. Avec 1 $ de don, nous pouvons offrir 3 repas ou encore redistribuer plus de 12 $ de nourriture à des gens dans le besoin.

Imaginez comment ce don fera du chemin pour les six prochaines années! Le réseau des Banques alimentaires du Québec est très reconnaissant envers les Éleveurs de porc du Québec et leurs syndicats régionaux. » ■

Daniel Tremblay s'est réjoui du partenariat avec les Éleveurs de porcs comme en témoigne cette première remise de don par David Duval.

Martin Archambault, rédacteur en chef du magazine Porc Québec | marchambault@leseleveursdeporcs.quebec

Le bien-être des porcs et des employés, signé Saniben

« J'exerce cette profession parce que j'aime les animaux : apporter de nouvelles pratiques pour leur bien-être, ça me procure encore davantage de satisfaction pendant que je les élève », témoigne Benjamin Roy, propriétaire de la Ferme Saniben.

Benjamin Roy est l'unique propriétaire de l'entreprise située à Saint-François-de-la-Rivière Sud. Il n'a que 24 ans et est papa d'un garçon depuis octobre. Portrait d'un jeune éleveur qui prend soin de ses animaux et tout autant de ses employés comme lui a valu son prix dans le cadre du concours Responsables par nature.

Benjamin Roy est à la tête d'une entreprise de type naisseur.

Ferme Saniben Inc., c'est une entreprise de type naisseur, formée de trois sites de production, regroupant 2 700 truies, produisant à forfait plus de 75 000 porcelets et louant la totalité des 80 hectares de terre qu'elle possède. Benjamin Roy en est devenu l'unique propriétaire après avoir acheté, en janvier 2016 - il n'y a même pas deux ans - tous les actifs de son père, Pierre, qui lui l'avait acquise de son propre père, Rénald, qui avait démarré la production en 1967. « Je suis propriétaire des infrastructures mais pas des animaux », souligne Benjamin Roy pour situer son modèle d'affaires.

Avant d'acquérir l'entreprise familiale, Benjamin Roy y a travaillé, tout jeune, lui donnant le goût d'entreprendre des études en agriculture et d'obtenir, en 2013, son diplôme études collégiales en gestion et technologies d'entreprise agricole du Cégep de Lévis-Lauzon.

C'est lors d'un stage effectué durant ses études, en 2012, qu'il a eu la chance de se rendre en Bretagne pour y travailler sur une ferme porcine durant deux mois. C'est là qu'il a pu observer, pour la toute première fois, les truies gestantes en groupe. « La loi les obligeant à garder les truies gestantes en groupe venait juste de tomber. J'ai travaillé sur un site de 750 truies. J'ai aussi pu visiter trois autres fermes où étaient élevées librement les truies dans des parcs. J'ai aussitôt aimé le contact entre les porcs et l'éleveur. Je me souviens d'une truie qui me suivait dans les bottines durant tout l'été. J'ai aimé la dynamique. Ça m'a donné une autre vision de l'élevage. Même si je voyais que ce type de gestion présentait plusieurs défis au départ, cela me procurait une meilleure conscience et une nouvelle sensation », témoigne-t-il.

Les truies s'alimentaient dans un distributeur d'aliments concentrés autobloquant. « La truie entre par une extrémité pour en ressortir par l'autre après s'être alimentée. Le problème, c'est qu'elle s'alimente sous pression : elle est pressée par la suivante qui cherche à rentrer. Ça lui laisse moins de temps pour s'alimenter. Je n'ai pas été impressionné par ce système. Les truies ne s'alimentaient pas convenablement », affirme le jeune éleveur.

L'éleveur adore le contact avec les animaux dans les parcs.

Il libère ses truies

Enthousiaste à l'idée de retrouver ce contact avec les animaux et d'instaurer ce type de conduite d'élevage, Benjamin Roy a entrepris la transition sur son entreprise par l'aménagement d'un parc de 1 200 truies. Pour l'alimentation, se basant sur ce qu'il avait vu en Bretagne, ainsi que sur l'expérience de son père, de son grand-père, et sur les conseils du Centre de développement du porc du Québec et de fournisseurs d'équipement, Benjamin Roy a opté pour un réflectoire autobloquant conçu par l'entreprise québécoise Jyga Technologies. « Les truies rentrent dans la cage pour s'alimenter et y ressortent par là où elles sont rentrées. Elles ne peuvent donc pas se faire pousser vers l'avant et prennent tout leur temps pour manger. Chaque truie porte une puce électronique de façon à ce que le système calcule sa ration. Une truie qui n'ingère que la moitié de sa ration, quand elle y retournera, recevra l'autre moitié. Dans ce type de distributeur d'aliments, il y a moins de compétition entre les animaux qui mangent à tour de rôle », apprécie l'éleveur.

Autre avantage de ce système, selon M. Roy, c'est l'auto-apprentissage des truies pour s'alimenter. « Contrairement au DAC autobloquant, on retrouve plusieurs stations d'alimentation dans un même parc. Ainsi, les truies, sentant la nourriture, s'approchent et imitent leurs voisines. Nous ne sommes ainsi pas obligés de les faire passer dans la cage à tour de rôle pour leur apprendre où et comment s'alimenter. Elles s'imitent! »

Le système qu'il a choisi est aussi moins dispendieux. « Il est parmi les moins cher à l'achat et à l'installation, notamment parce que l'équipement est adapté aux dimensions des planchers des gestations d'ici », explique-t-il.

Aménagement adéquat

Au-delà des distributeurs d'aliments concentrés, l'aménagement des parcs est aussi primordial pour la régie d'élevage. « Il est important, par exemple, d'avoir des aires de couchage avec des planchers pleins (sans lattes) et des espaces avec des murets pour que les truies puissent s'y adosser. Cela procure un meilleur bien-être aux truies compte tenu qu'elles aiment se sentir le dos appuyé », fait-il valoir.

L'éleveur a aussi pensé à « l'enrichissement » de ses espaces et de l'environnement de ses truies. Concrètement, il a installé des chaînes pour que les truies puissent se distraire et jouer. « Les truies adorent ça. Il y a toujours une truie après une chaîne. Grâce à ces jouets d'ailleurs, j'ai aussi constaté une diminution des batailles entre elles. »

L'élevage des truies en parc, selon Benjamin Roy, demande une attention particulière, surtout les deux premiers jours. « Les premières 48 h sont plus à risque, le temps que les plus vieilles truies imposent leur hiérarchie. Ça demande un peu plus de temps pour l'élevage, davantage de surveillance et de manipulation. Les animaux malades ou blessés, qui ont mal à une patte par exemple, se font tasser. Il faut observer

Les aires de couchage doivent être munies de planchers pleins (sans lattes) et d'espaces avec des murets.

Des rencontres d'équipe (de cuisine) sont régulièrement organisées pour se partager l'information.

davantage et développer notre instinct pour repérer ce qui ne tourne pas rond et agir rapidement face aux truies affaiblies ou en difficulté. »

Droit devant

Tout compte fait, Benjamin Roy ne reviendrait pas en arrière. « On ne recule pas : on avance! Il faut s'adapter. Tout le monde appréciera cette façon de faire et de voir leurs animaux en liberté. »

Actuellement, 40 % de ses truies sont élevées librement dans des parcs. Il aura augmenté ce pourcentage à 60 % d'ici Noël et compte avoir la totalité de ses truies en parc d'ici 5 ans. L'éleveur est si satisfait de ses choix, qu'il entend reproduire le même modèle pour le reste de ses truies.

Quais aux normes BEA

Toujours pour le bien-être de ses animaux, Benjamin Roy a également adopté d'autres bonnes pratiques. Il administre par exemple des analgésiques aux porcelets après avoir effectué la castration et la coupe de queue. Pour les truies malades, ou affaiblies, il les retire rapidement pour les isoler des autres et éviter ainsi qu'elles se fassent agresser par les autres truies. Les quais de chargements sont aux normes du bien-être animal, notamment fait sur le long, sans pente, et ne permettant pas aux animaux de revenir sur leurs pas. Les quais sont par ailleurs lavés après

« On ne recule pas : on avance! Il faut s'adapter. Tout le monde appréciera cette façon de faire et de voir leurs animaux en liberté. »
– Benjamin Roy

chaque utilisation. Pour la manipulation des animaux, les employés ont été formés pour prendre grand soin d'eux. Pour le déplacement des truies, on utilise un panneau pour les diriger. « On ne presse pas les animaux. Les employés ont été formés à cette pratique. Pour ce qui est des porcelets, ils sont toujours manipulés délicatement et déposés avec soin dans les cages », indique le jeune dirigeant.

La philosophie de Saniben est simple : instaurer un environnement propice à la sérénité des animaux. « Les animaux ressentent l'ambiance. Elle doit donc être calme. Tout le monde est avisé de travailler calmement pour le bien-être des truies et des gens en général », indique Benjamin Roy.

Bien-être des travailleurs

Si le bien-être des animaux est important, le bien-être des employés l'est tout autant pour Saniben. L'entreprise emploie, sur une base régulière, cinq travailleurs étran-

Pour la manipulation des animaux, les employés ont été formés pour prendre grand soin d'eux. Pour le déplacement des truies, on utilise un panneau.

Tous les travailleurs reçoivent un guide de l'employé lors de l'embauche.

gers temporaires, quelques travailleurs d'ici de longues dates et quelques membres de sa famille.

Une des priorités a été de mettre en place un milieu de travail sain et sécuritaire. L'entreprise a établi une procédure à suivre, claire, et connue de tous. Au moins un travailleur, par groupe de cinq employés, a suivi une formation en secourisme. Pour assurer la santé et la sécurité des travailleurs, l'entreprise fait en sorte que tous les travailleurs ont les compétences, la formation et les équipements adéquats pour effectuer les tâches à potentiel de risque (manipulation de produits chimiques, prudence près des engrenages, dans les hauteurs, avec les animaux, etc.) L'entreprise est aussi membre d'une mutuelle de prévention et a participé à des activités de prévention en santé et sécurité.

Une description des postes et des tâches a été élaborée pour bien les définir. L'entreprise offre deux types de poste : ouvrier en production porcine et superviseur de ferme. Un horaire et la répartition des tâches sont aussi communiqués et mis à jour régulièrement. « L'horaire et la description des tâches sont diffusés un mois à l'avance. De cette façon, les employés savent sur quel site ils sont attitrés, quelles tâches ils auront à accomplir, qui est responsable, etc. Compte tenu de notre régie en bandes aux quatre semaines, et que les employés sont en rotation, l'horaire leur permet de mieux se préparer. On parle de clarté des rôles », explique Benjamin Roy. La répartition des tâches se fait en fonction des aptitudes et de la motivation des employés. « De cette façon, les employés se spécialisent davantage et deviennent plus performants. Par exemple, mon père, qui dirige les saillies, peut compter sur des employés spécialisés au chapitre de la détection des chaleurs, si bien que l'entreprise a amélioré grandement son taux de mise bas et a ainsi diminué ses pertes », illustre Benjamin Roy.

Grille salariale et autres avantages

L'entreprise a aussi élaboré une grille salariale en fonction des postes offerts. La grille prévoit une augmentation annuelle et la rémunération des heures supplémentaires. Elle offre aussi une gamme d'avantages sociaux, incluant des semaines de vacances en continu, des mesures de conciliation travail-famille, des congés familiaux et un horaire flexible.

Le jeune entrepreneur s'assure aussi de planifier des réunions d'équipe pour transmettre de l'information aux travailleurs, mais aussi pour entendre leurs idées. « Ils peuvent ainsi contribuer aux décisions et à l'amélioration des processus. Ils sont les premiers sur la ligne de front en quelque sorte. S'ils sont témoins de problèmes, nous pouvons les éliminer par leur expérience », témoigne l'éleveur.

Des rencontres individuelles sont également organisées pour transmettre les attentes de l'entreprise et entendre également les attentes des employés. Ces rencontres servent aussi à évaluer les employés et à définir un plan de développement pour améliorer leurs compétences. Les employés participent de plus à des formations ou à des conférences pour élargir leurs connaissances. D'ailleurs, pour favoriser une bonne communication, les employés étrangers ont accès à des cours de français.

Guide de l'employé

À leur arrivée, tous les travailleurs, guatémaltèques et québécois, reçoivent de plus le « guide de l'employé ». Il s'agit d'un cahier contenant les règles d'éthique de l'entreprise, les règles sur la propreté des lieux, la politique sur le harcèlement au travail, des directives entourant par exemple l'utilisation des véhicules, de leur cellulaire et même la mission-vision-valeurs de l'entreprise. Benjamin Roy s'est inspiré de ce qu'il avait vu sur les bancs d'école pour élaborer son guide ainsi que des conseils de consultants en ressources humaines. Fait aussi à noter : le guide est traduit en espagnol.

Outre l'ensemble des travailleurs, et son paternel, l'entrepreneur a aussi recours aux services de son grand-père qui prend encore part aux décisions de l'entreprise et agit comme mentor. « Il est à la semi-retraite : il ne fait que 40 heures… », lance-t-il en parlant de son grand-père.

Enfin, Benjamin Roy compte sur la précieuse collaboration de sa conjointe qui toutefois sera ralentie, car au moment de rédiger ces lignes, elle venait d'accoucher de leur premier enfant! ■

Martin Archambault, rédacteur en chef du magazine Porc Québec | marchambault@leseleveursdeporcs.quebec

À-Porc-Ça, là où rien n'est à part

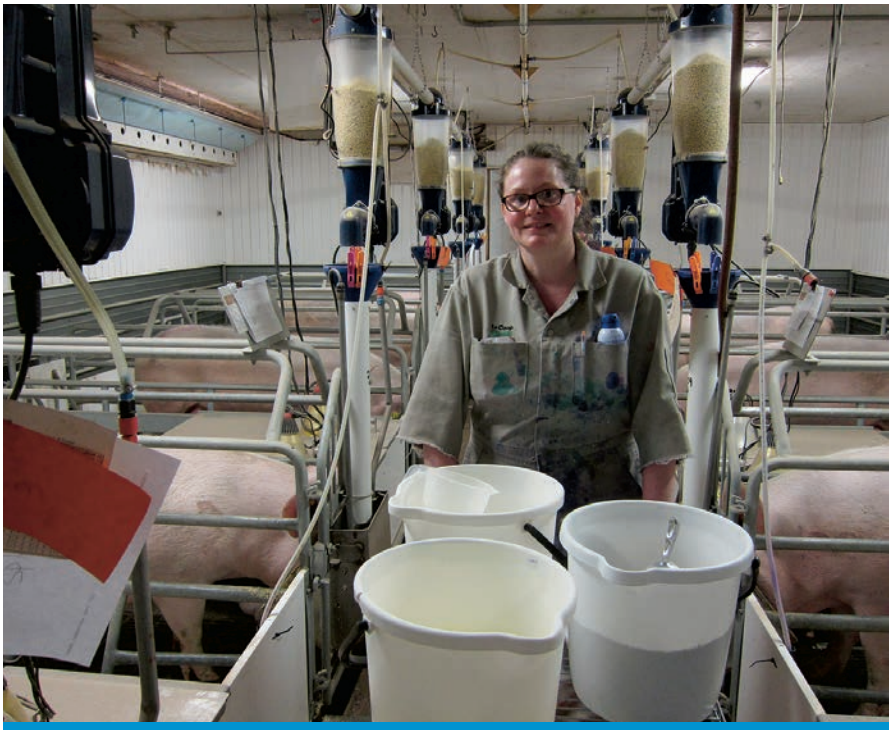
Véronique Pecqueur, Martin Langlois, Éric Fournier, et Roxane Langlois.

Pourquoi Ferme À-Porc-Ça? Parce qu'à part ça? Bien, il y a la vie! Portrait d'une entreprise où l'on prend soin de l'animal aussi bien que de l'humain….parce que si l'on prend soin de l'humain… il prendra soin de l'animal. Responsables par nature, dites-vous? Véronique Pecqueur et Martin Langlois le sont comme le démontrent les bonnes pratiques qui les guident en matière de gouvernance.

« Comme entrepreneurs, nous avons évidemment comme objectif ultime d'être productif. Nous visons la viabilité, mais dans viabilité, il y a la vie… la vie des gens. C'est ce qu'il faut concilier. Oui, la productivité se mesure sur plusieurs plans, à la ferme, mais nous travaillons avec du vivant : il y a les animaux, les employés et nous, comme propriétaires. Il faut viser un équilibre »,

lance Véronique Pecqueur, copropriétaire de l'entreprise qu'elle exploite avec son mari, Martin Langlois. C'est sur cette base fondamentale à leurs yeux qu'ils ont bâti leur entreprise de type naisseur de 555 truies, à Sainte-Sophie-de-Lévrard, dans le Centre-du-Québec, acquise en 1992.

Véronique Pecqueur et Martin Langlois se sont connus dans l'autobus les menant à l'école secondaire à Saint-Ferdinand près de Plessisville. Ils étaient loin de se douter, à ce moment-là, qu'ils allaient tous les deux être à la tête d'une entreprise porcine. Elle, travaillait dans la vente, lui, était machiniste, quand Véronique a été transférée à Saint-Jérôme et que lui, pour la suivre, a quitté son emploi. « J'avais un meilleur salaire que Martin. Nous avons donc décidé qu'il valait mieux qu'il quitte son emploi pour s'en trouver un autre dans le Nord. » C'est ce qui s'est produit : peu de temps à leur arrivée à Saint-Jérôme, au terme de ses premières démarches, Martin dénichait un nouvel emploi toujours comme machiniste. Et le porc dans tout ça?



Ferme À-Porc-Ça emploie une employée à temps plein, Mélanie Paris, qui fait partie des discussions pour solutionner les problèmes.

Changement de carrière

Le déclic s'est fait à la suite d'un rapport d'évolution de leur fille remis par leur gardienne. Un rapport qui faisait état de ses premiers pas, de ses premières découvertes, bref de ses premiers exploits. « En lisant tout ce que la gardienne avait été témoin, nous nous disions que nous étions en train de manquer le bateau! Nous nous disions que nous ne serions pas témoins des premières réalisations de notre fille et éventuellement de nos autres enfants. C'est à partir de là que nous avons décidé d'effectuer un retour à la terre pour élever nous-mêmes nos enfants. »

Tous les deux au même diapason, le jeune couple laissait deux emplois à temps plein, deux bons salaires, une grande maison avec garage, deux voitures et une moto pour partir exploiter une entreprise agricole. « Nous étions prêts à exploiter n'importe lequel élevage », indique Martin Langlois.

Dans leurs recherches, ils sont allés cogner à la porte de La Coop des Appalaches, là où le frère de Martin siégeait au sein du conseil d'administration. « À cette époque, La Coop était prête à aider les gens désireux de se lancer en affaires et à devenir autonomes. Il fallait toutefois avoir une mise de fonds à consentir. Nous avons couru le risque même si nous n'en avions pas », se souviens l'entrepreneure.

Entente avec La Coop

La Coop avait repéré une ferme, à Sainte-Sophie-de-Lévrard, qui était en vente par soumission cachetée. Juste avant de déposer son offre, La Coop a demandé au couple combien il était prêt à consentir comme mise de fonds? « Nous n'avons rien à mettre. Nous n'avons aucun dollars, mais nous avons le cœur et les bras, et c'est ce que nous voulons faire », avait répondu Véronique Pecqueur à La Coop qui avait alors estimé l'offre insuffisante….

Les Pecqueur-Langlois n'ont toutefois pas abdiqués. « Croyants, et toujours pratiquants, nous nous en sommes remis à un verset de la bible, fait de l'Éternel tes délices et il te donnera ce que ton cœur désir. Nous avons prié là-dessus », a partagé Véronique Pecqueur.

« Quelques jours plus tard, La Coop, qui n'avait jamais financé un projet à 100 %, nous a rappelés pour nous dire qu'elle nous faisait confiance! »

C'est empreint de cet humanisme que Véronique Pecqueur et Martin Langlois ont décidé de relever le défi et de se lancer dans l'élevage porcin en 1992. Défi qu'ils ont relevé, car, aujourd'hui, ils sont maîtres de leur entreprise, tout en gardant un lien de loyauté avec La Coop à qui ils vendent leurs porcelets. Aujourd'hui, les résultats de l'entreprise sont exemplaires. Depuis 10 ans, À-Porc-Ça se classe parmi les 10 premières du réseau Coop à l'échelle provinciale. Elle a par ailleurs remporté le titre de ferme porcine de l'année, remis lors du dernier Congrès du porc en 2011. La Coop vient d'ailleurs les visiter pour voir comment ils s'y prennent, notamment pour implanter leur régie d'élevage en bandes aux quatre semaines, là où La Coop veut amener toutes ses fermes.

Gouvernance et régie d'élevage

La clé de leurs succès, témoigne Véronique Pecqueur, repose sur l'humanisme, la communication, la rigueur et

« Nous nous fixons des objectifs à court, moyen et long terme. Tout le monde doit les connaître. Tout le monde doit savoir ce qu'il a à faire. »

– Véronique Pecqueur

la minutie. D'abord, l'entreprise s'est donné un plan stratégique où l'on retrouve des objectifs clairs. « Nous nous fixons des objectifs à court, moyen et long terme. Tout le monde doit les connaître. Tout le monde doit savoir ce qu'il a à faire. »

Pour bien communiquer cette information, ainsi que toute celle utile à leur travail quotidien, l'équipe se rencontre régulièrement, au moins une fois par mois, pour échanger sur les tâches et les problèmes. L'équipe, outre Véronique et Martin, c'est aussi Roxane, leur fille, son conjoint Éric Fournier, et une employée à plein temps, Mélanie Paris.

Grâce au tableau des suivis, tout est pris en compte comme l'alimentation bien sûr.

Pour guider les discussions et assurer un suivi des tâches, Véronique Pecqueur a élaboré un tableau de bord, un grand tableau affiché sur un mur, qui permet de guider tout le monde sur ce qui doit être fait selon les tâches. Le tableau lui a été inspiré lorsqu'elle faisait l'école à ses enfants afin d'assurer les suivis des devoirs et des tâches quotidiennes. « Je me suis dit que si c'était bon pour les enfants, ça serait aussi bon pour nous à la ferme. »

L'entreprise compte sur un système automatisé, débit-O-matic, pour gérer la quantité d'eau dans ses auges et éviter les débordements.

Sur le tableau, figure chacune des quatre semaines des bandes, ainsi que chaque tâche devant être réalisée, de la détection des chaleurs, aux porcelets nés, en passant par les échographies, la carte de castration et le lavage des poignées de porte. « Chaque employé à son crayon avec une couleur attitrée pour qu'on puisse bien identifier les tâches accomplies sous leur responsabilité. On peut aussi y ajouter des observations ainsi que des commentaires comme si une truie semble faire de la fièvre. Le tableau permet de clarifier les tâches et les rôles de chacun. Il facilite les suivis. Nous nous en servons pendant les réunions d'équipe pour éclaircir différents points. Tous les mois le tableau est modifié pour en spécifier des éléments de régie », explique Véronique Pecqueur.

La Ferme À-Porc-ça peut assurer ainsi un meilleur suivi technique également. « Chaque mois, à la fin des bandes, on inscrit le nombre de porcelets, leurs

poids, le coût de l'alimentation pour chaque truie, par exemple. Là où on observe un problème, on établit un plan de match lors de nos réunions. Tout le monde est invité à partager ses idées et ses observations. Par exemple, si un bébé est dans son coin à tourner le nez à la mère, il faut prendre le temps de l'atteindre pour le ramener à elle et s'assurer de lui donner rapidement le colostrum », illustre-t-elle.

Oui, la conduite en bandes aux quatre semaines permet à l'entreprise d'élever davantage de porcelets sevrés, mais c'est surtout par l'ensemble des menus détails qu'on obtient des gains de productivité et de bons résultats techniques. « Pour les neuf premiers mois de 2017, nous affichons un taux de 30,70 porcelets sevrés par truie par année et nous nous situons sous la barre des 10 % au chapitre de la mortalité de la naissance au sevrage », souligne Martin Langlois, dont la ferme est reconnue pour faire une bonne observation des truies, notamment pour la détection des chaleurs.

Gestion de l'eau

À-Porc-Ça est aussi soucieuse de la qualité et de la consommation d'eau. L'eau est analysée une fois par année pour pouvoir apporter des ajustements au besoin et en assurer la qualité. L'entreprise compte aussi sur un système automatisé, débit-O-matic, pour gérer la quantité d'eau dans ses auges et éviter les débordements. « Le système peut gérer jusqu'à 12 auges. Il a la caractéristique de pouvoir être ajusté selon les besoins de consommation des cochettes et des truies qui sont différents. Il remplit les auges jusqu'à huit fois par jour et assure ainsi une eau toujours fraîche peu importe la période de la journée », fait valoir Martin Langlois.

Une eau de qualité et en quantité suffisante est primordial pour avoir des animaux en santé et de bonnes performance pour l'entreprise.

Ce suivi sur la consommation d'eau par l'entreprise est un excellent moyen d'économiser leur eau qui provient d'un puits par ailleurs. À-Porc-Ça diminue ainsi le gaspillage de l'eau de même que le volume de lisier à épandre.

« Chaque point de régie doit être suivi minutieusement de la détection de chaleur à la naissance en passant par la saillie. C'est une roue qui tourne. Chacun doit faire son travail avec rigueur. Il faut inculquer cette discipline à tout le monde. C'est le défi. Il faut observer et communiquer. Il faut avoir une vision d'équipe », concluent les entrepreneurs, Véronique Pecqueur et Martin Langlois. ■

Julien Racicot, directeur adjoint aux Affaires économiques | Les Éleveurs de porcs du Québec jracicot@leseleveursdeporcs.quebec

Suivi du plan de soutien aux investissements

En suivi de l'annonce du MAPAQ sur le *Plan de soutien aux investissements en agriculture*, voici un tableau résumant les trois volets du programme ainsi que les différentes aides offertes.

Marche à suivre pour s'inscrire au programme

1. Planifier son projet

Si ce n'est déjà fait, le demandeur doit d'abord réfléchir et planifier le projet d'investissements qu'il souhaite réaliser en fonction de la réalité de son entreprise. À noter que les projets admissibles au nouveau programme doivent permettre de répondre aux exigences en matière de bien-être animal et/ou accroître l'efficacité énergétique des bâtiments. Le demandeur doit ensuite produire une estimation du coût total de son projet d'investissements au meilleur de sa connaissance.

2. Compléter le formulaire d'admission générale

Une fois le projet réfléchi, le demandeur doit compléter le formulaire d'admission au programme le plus rapidement possible pour signifier son intention de s'en prévaloir et se réserver une portion de l'enveloppe budgétaire. Pour accéder au formulaire d'admission : http://www.mapaq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/Formulaires/Formulaireadmissiongenerale_Plandesoutienauxinvestissements.pdf

3. Diagnostic et plan d'action détaillé

Sous confirmation de la recevabilité du projet par le MAPAQ, le demandeur aura un délai de six mois pour réaliser un diagnostic de son entreprise avec un conseiller agricole. Le diagnostic devra être déposé avec le formulaire de présentation du projet et de demande d'aide financière en plus d'un plan d'action détaillé sur les investissements à réaliser, les derniers états financiers de l'entreprise, les autorisations environnementales et tout permis de construction nécessaire pour la réalisation du projet. Pour communiquer avec un conseiller agricole du réseau Agriconseils de votre région : téléphoner au 1-866-680-1858 ou consulter http://www.agriconseils.qc.ca/

Pour consulter le formulaire de présentation du projet :
http://www.mapaq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/Formulaires/Formulairepresentationprojet.pdf

Plan de soutien aux investissements en agriculture contribuant à l'adaptation des entreprises en matière de bien-être animal et d'efficacité énergétique

VOLET	DESCRIPTION	PLAFOND D'AIDE PAR ENTREPRISE
1. Bonification d'aide aux services-conseils	**Volet 1 : Services-conseils en BEA et efficacité énergétique** Bonifie à 85 % le taux d'aide financière dans les programmes services-conseils existants pour la réalisation d'un diagnostic et d'un plan d'action d'investissements liés aux activités de production de l'entreprise dans les domaines du BEA ou de l'efficacité énergétique. Les services d'accompagnement et de suivi par un conseiller agricole sont aussi admissibles.	5 000 $
	Volet 2 : Analyses énergétiques Bonifie l'aide à 25 % des dépenses admissibles pour la réalisation d'une analyse d'efficacité énergétique dans le cadre du programme Écoperformance de Transition énergétique Québec.	12 500 $
2. Aide aux investissements	**Aide aux investissements** Aide de 40 % des dépenses admissibles plafonnée à 50 000 $ par entreprise pour la rénovation et la construction de bâtiment dans le but de répondre aux normes BEA prévues dans les codes de pratiques ou par les normes et conditions de marché et/ou accroître l'efficacité énergétique des bâtiments.	50 000 $
	Bonification en maternité Le plafond d'aide maximale est majoré à 100 000 $ pour les projets réalisés en maternité porcine selon les mêmes objectifs de conformité au BEA et d'amélioration de l'efficacité énergétique.	100 000 $
3. Soutien au financement	**Nouveau programme** L'aide financière peut atteindre 13,33 $ par tranche de 100 $ de financement admissible sur un capital de prêt d'au plus 225 000 $. L'aide maximale est de 30 000 $ par entreprise pour la durée du programme.	30 000 $
	Programme de la FADQ déjà existant L'aide annoncée dans le nouveau plan peut être combiné avec le Programme d'appui au développement des entreprises agricoles du Québec de la FADQ qui est déjà existant. Il offre une subvention à l'investissement de 13,33 $ par tranche de 100 $ de financement admissible sur un prêt maximum de 150 000 $. L'aide maximale est plafonnée à 20 000 $ par entreprise.	20 000 $

Exemple de projet et d'aide offerte par le programme

Voici un exemple de l'aide à l'investissement maximale que peut toucher un naisseur-finisseur de 300 truies qui souhaite rénover ses bâtiments pour faire le passage aux truies en groupe en plus d'investir dans des équipements améliorant l'efficacité énergétique de son bâtiment. ■

DESCRIPTIF DE L'AIDE	MONTANT
Estimation du coût total des dépenses admissibles du projet	325 000 $
Aide aux investissements de 40 % des dépenses admissibles plafonnée à 100 000 $ par entreprise pour un projet en maternité porcine	100 000 $
Montant à financer	225 000 $
Soutien au financement par un rabattement d'intérêts de 3 % sur 5 ans plafonné à 30 000 $ par entreprise	30 000 $
Aide maximale offerte en vertu du programme	130 000 $

La famille Berthiaume proclamée 61e famille agricole

La famille Berthiaume de Saint-Elzéar a mérité le titre de Famille agricole 2017 remis par la Fondation de la famille terrienne en marge du 93e Congrès général de l'UPA. La famille de Normand Berthiaume et feu Thérèse Turmel, de Chaudière-Appalaches, exploite des productions porcine, laitière, avicole et acéricole.

La grande famille Berthiaume.

David Duval, président des Éleveurs de porcs du Québec, a tenu à féliciter Normand Berthiaume et toute sa famille, au nom des Éleveurs, pour ce prix pleinement mérité. Il a souligné la passion pour l'agriculture et l'engagement dans l'action collective des membres de la famille Berthiaume. « Les membres de la famille Berthiaume sont d'excellents ambassadeurs pour la production porcine québécoise, et je les remercie de contribuer au rayonnement de l'agriculture québécoise », a souligné David Duval.

En 1955, Normand Berthiaume achetait sa ferme, puis, l'année suivante, épousait Thérèse Turmel. Ils ont eu six enfants, dont quatre ont fait de l'agriculture leur métier : Cécilien (1er vice-président sortant des Éleveurs de porcs en copropriété avec sa conjointe Sylvie Blais et leurs enfants Lori-Anne et François), Mario, Carmen et Marco.

Aujourd'hui, la troisième génération, qui possède une excellente formation agricole, prend la relève d'une quinzaine d'entreprises. Depuis 1963, plusieurs investissements ont été faits et l'entreprise s'est développée tant par l'agrandissement de bâtiments que par la mise sur pied d'entreprises parallèles dans des domaines diversifiés. Le chiffre d'affaires combiné des entreprises des descendants de Normand et Thérèse est estimé à plus de 27 M$.

L'approche environnementale est considérée comme prioritaire pour les Berthiaume. Plusieurs technologies sont utilisées dont l'installation de haies brise-vent, de toitures sur les fosses et d'aménagement des terres par un drainage et chaulage adéquats. Les valeurs familiales et entrepreneuriales sont très présentes dans la famille : justice, partage, entraide, discipline et intégrité sont parmi celles qui les guident au quotidien. La culture des Berthiaume veut qu'on accorde beaucoup d'importance à respecter ses engagements envers la communauté et ses partenaires.

Soirées de lecture dans les années 30

L'équilibre entre les différentes sphères de la vie demeure un choix réfléchi pour les Berthiaume. Dès 1970, les parents, Normand et Thérèse, s'accordaient des vacances annuelles et démontraient que, malgré un emploi du temps chargé, il est important de s'arrêter.

La valorisation de l'agriculture et l'implication de la famille pour l'avancement de la mise en marché structurée ne datent pas d'hier. Déjà, dans les années 30, le père de Normand, Iréné Berthiaume, et son épouse, Laurana Laplante, organisaient des soirées de lecture pour informer et former les producteurs de leur rang.

L'ensemble des membres de la famille est déterminé à développer une agriculture prospère et durable, créatrice de richesses et d'emplois en Chaudière-Appalaches. Par leurs diverses implications pour l'établissement et la gestion d'entreprises collectives, agricoles ou para-agricoles, les Berthiaume contribuent à l'évolution de leur milieu, avec des répercussions positives tant à l'échelle locale, régionale que provinciale. Plusieurs prix de reconnaissance ont déjà été remis à la famille à cet effet. Félicitations à la famille Berthiaume nommée 61e famille agricole! ■

Martin Archambault, rédacteur en chef du magazine Porc Québec | marchambault@leseleveursdeporcs.quebec

Plus de 1 050 participants au Porc Show 2017

Le quatrième Porc Show qui s'est déroulé les 27 et 28 novembre au Centre des congrès de Québec a établi un record de participation avec plus de 1 050 personnes qui ont pu assister à des conférences et ateliers de haut niveau interpellant l'ensemble des acteurs du secteur.

Le ministre Laurent Lessard, M. Réjean Vermette et M. Jean Larose, membre du comité directeur du Porc Show, et directeur général des Éleveurs de porcs

MM. Lessard et Larose en compagnie de M. Sylvain Fournaise, vice-président, sécurité alimentaire et services techniques chez Olymel.

« Le Porc Show illustre la volonté de tous les maillons de la chaîne, des producteurs, aux transformateurs, en passant par les fournisseurs, les détaillants et même la relève culinaire, de travailler de pair pour renforcer la filière porcine québécoise », a souligné M. Paul Beauchamp, président du Porc Show et premier vice-président d'Olymel.

Pour le ministre Laurent Lessard, le Porc Show est une réunion fort pertinente pour la filière porcine. « Rien de mieux que d'échanger ensemble, entre membres d'une même filière parce que c'est en filière qu'on peut faire en sorte d'avoir une belle chaîne de valeur qui respecte le partage de façon à ce qu'il y en ait pour tout le monde : producteurs, entrepreneurs en abattage et distributeurs. Quand je regarde en avant, je vois loin pour l'industrie porcine, mais quand je regarde dans les yeux des producteurs, je vois encore plus loin », a lancé le ministre.

Conférences et ateliers disponibles

Le coup d'envoi de la journée des conférences a été donné par M. Raymond Bachand, négociateur en chef pour le gouvernement du Québec dans le dossier de la renégociation de l'ALENA. Par la suite, M. Yu Ping, producteur porcin chinois et spécialiste possédant 20 années d'expérience en ingénierie et gestion d'installations de production porcine, a offert une présentation sur le marché de la Chine. Enfin, pour clore l'avant midi, M. Alain Dumas, spécialiste en commerce de détail, a mis en relief différentes initiatives mises en place, en matière de vente au détail, avant et après la venue d'Internet, pour favoriser le commerce du détail et joindre les consommateurs entre autres choses par la vente en ligne. En après-midi, les participants ont pu assister à l'un des trois ateliers, relativement au bien-être animal, à la santé animale ou à la mise en marché, où il a notamment été question des enjeux liés aux transports, à l'aménagement de parcs pour la gestion des truies gestantes en groupe, de viabilité des porcelets et de réduction des antibiotiques. Les vidéos des conférences sont accessibles sur le site Web du Porc Show.

Des acteurs de la filière reconnus

Les organisateurs du Porc Show ont profité de l'événement pour remettre les Prix de reconnaissance de la filière porcine à des acteurs du secteur qui se sont démarqués par leurs pratiques et leur contribution au développement de la filière porcine québécoise.

PRIX ÉLEVEUR

Le lauréat du prix Éleveur revient à M. Réjean Vermette. M. Vermette est considéré comme un pionnier de la production qui a su, par son leadership, son travail et son implication dans de nombreuses organisations, redonner à la production porcine québécoise ses lettres de noblesse.

PRIX FOURNISSEUR ET/OU TRANSFORMATEUR

Pour le volet Fournisseur et/ou Transformateur, c'est l'entreprise Olymel qui a remporté le prix. L'entreprise exporte ses produits dans 65 pays différents. Sa force de vente, tant pour le marché domestique que pour les marchés d'exportation, met toujours en valeur la qualité des élevages des producteurs québécois, particulièrement leurs bonnes pratiques en matière d'alimentation, de santé animale, de biosécurité, de transport et de bien-être animal et s'assure que des standards élevés soient appliqués dans tous ces domaines. ■

Robert Ouellet, CRIA, coordonnateur à l'emploi agricole | AGRIcarrières rouellet@agricarrieres.qc.ca

Porc Québec, en collaboration avec AGRIcarrières et les Centres d'emploi agricole, a amorcé une série d'articles sur des outils disponibles pour la gestion des ressources humaines (GRH). Dans ce numéro-ci, notamment par un témoignage d'une productrice engagée envers la GRH, on traite des profils de postes et de l'utilité d'un tel outil pour la gestion de votre entreprise.

Les profils de poste : un pilier de la gestion pour attirer et retenir les employés

Un des outils pivots de la gestion des ressources humaines est le profil de poste. Celui-ci précise le profil de la personne à embaucher et pourra faire souvent la différence sur la rétention d'un employé. Explications sur la pertinence de disposer d'un tel outil et témoignage des impacts concrets dans une entreprise du secteur.

Lori-Anne Berthiaume, copropriétaire avec ses parents et son frère François, est responsable des finances de l'entreprise et du secteur de la maternité (RH et production). Son frère s'occupe des volets pouponnière, engraissement, entretien et réparations, ainsi que des épandages de lisier. Leur père, PDG, veille au développement. L'entreprise de type naisseur-finisseur, compte 1 850 truies et 44 000 porcelets produits, dont 33 000 porcs prennent le chemin de l'abattoir. L'entreprise emploie une quinzaine d'employés, dont quatre travailleurs étrangers temporaires. La famille a entrepris un transfert d'entreprise qui se fera graduellement. C'est l'occasion de restructurer les rôles pour le départ éventuel du fondateur afin de répartir la gestion à deux plutôt qu'à trois. Pour la Ferme Porc S.B, l'étincelle pour s'outiller d'un processus en ressources humaines provient d'une démarche personnelle de Lori-Anne Berthiaume, en particulier lors d'un cours du programme d'étude de MBA qu'elle poursuit. Elle a eu recours aux services de Karine Phaneuf, agronome et conseillère en ressources humaines au Centre d'emploi agricole Chaudière-Appalaches, pour l'accompagner.

« Pour Lori-Anne Berthiaume, la décision de s'outiller en matière de ressources humaines, incluant les profils de poste, a été un exercice utile pour passer à une gestion optimisée. »

Le point de départ a été de trouver l'équité entre nos ressources, et d'éviter

Pour Karine Phaneuf, l'ébauche des profils de postes est une démarche nécessaire pour assurer l'équité entre les travailleurs, que ce soit en termes de classification salariale ou de répartition du travail.

des négociations constantes avec les employés », explique la productrice, soulignant au passage la difficulté de recruter une main-d'œuvre qualifiée et la complexité de la gestion au quotidien.

Le besoin de la Ferme Porc S.B. n'est pas unique, c'est probablement le cas d'une majorité d'entreprises de ce secteur. Selon les données de l'étude sur les conditions de travail d'AGRIcarrières (2014), trois entreprises sur quatre, parmi les 149 répondantes qui employaient des travailleurs, n'ont pas de manuel d'employés et peu ou pas de profils de poste formels. « Une description de poste approximative peut engendrer un climat de travail où s'installent la confusion et le mécontentement. Il s'agit de situations que l'on rencontre malheureusement trop souvent », indique la conseillère en ressources humaine, Karine Phaneuf.

La structure de poste du secteur documentée

Une démarche usuelle d'élaboration de profil de poste inclut l'identification des compétences et les activités du poste ainsi que la rédaction du profil. AGRIcarrières a mené des travaux avec les

En quoi consiste un profil de poste et quel est son importance?

Un profil de poste : au cœur de nombreux enjeux RH

Un profil de poste (anciennement description de tâches) est au cœur de la réussite d'un processus de recrutement, mais aussi essentiel pour l'ensemble de la GRH. Il est important de définir les besoins de l'entreprise en matière de main-d'œuvre en se posant les questions suivantes : quelles tâches voulons-nous confier à cet employé? Quand intervient-il ? Quelles sont les compétences, l'expérience et la formation recherchées? Un profil de poste formel sert de référence pour l'ensemble de l'organisation de la direction à chacun des employés.

Les éléments usuels contenus dans un profil de poste

- Titre du poste (officiel).
- Supérieur immédiat (titre du responsable).
- Subalternes (poste de gestion).
- Tâches et responsabilités principales.
- Qualités requises (exigences minimales pour bien s'acquitter du poste).
- Conditions de travail (aspects particuliers précisés).
- Exigences physiques (s'il y a lieu).

En complément du profil de poste, certains employeurs vont prévoir une description de tâches plus détaillée ainsi qu'une procédure ou fiche technique qui décrit par étape la tâche à réaliser. Comme l'indique l'énumération ci-dessous, le profil de poste peut être utilisé à de nombreuses occasions dans la gestion de l'entreprise. Un bon profil de poste aura pour qualité d'être réaliste, mais également de donner le goût au travail.

Huit bonnes raisons d'avoir un profil de poste :

- Organiser le travail : départager les responsabilités et les exigences entre les postes.
- Recruter : identifier un candidat correspondant au profil désiré.
- Intégrer : fournir au nouvel employé des repères.
- Rémunérer : constituer le fondement de l'équité entre les postes (valeur de l'emploi, hiérarchie des postes, structure salariale).
- Former : identifier les compétences et faciliter la gestion de la formation.
- Évaluer le rendement : fixer les attentes et faciliter l'appréciation de la performance.
- Communiquer : se partager mutuellement les attentes de l'employeur et de l'employé.
- Gérer le changement : faciliter les imprévus (remplacements, permutation, etc.).

entreprises du secteur porcin notamment afin de décrire la structure des emplois et de circonscrire des postes au chapitre des compétences spécifiques. Au cœur de cet exercice : le développement du poste d'ouvrier spécialisé en production porcine, dont les qualifications requièrent un DEP en production animale ou un Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT).

Le poste d'ouvrier spécialisé se situe entre les postes de gérant et de manœuvre. C'est un poste clé qui a fait l'état d'un consensus du secteur quant à son contenu. De plus en plus d'entreprises comptent sur les travailleurs étrangers temporaires pour réaliser le travail de manœuvre, les tâches de base. Entre le poste d'ouvrier spécialisé et celui de manœuvre, il y a de nombreuses tâches semblables, mais ce sont les connaissances et l'expérience de l'ouvrier spécialisé qui le qualifient pour intervenir davantage dans les soins et la préparation de l'alimentation. Le secteur embauche annuellement des centaines d'ouvriers et la combinaison d'un poste reconnu, de conditions de travail compétitives et d'une formation reconnue (DEP ou PAMT) sont des conditions gagnantes pour l'attraction et la rétention de ces employés.

De plus, AGRIcarrières documente régulièrement, à l'aide d'une étude salariale, les conditions de travail en lien avec ces trois postes. Pour plus d'informations, rendez-vous à l'adresse www.agricarrieres.qc.ca/marche-du-travail/.

IMPACTS CONCRETS POUR LA FERME PORC S.B.

Pour la Ferme Porc S.B., l'ébauche de profils de poste a consisté à revoir l'organisation du travail et les responsabilités de plusieurs employés. « L'exercice de la révision des postes a permis de recruter une main-d'œuvre locale, en mesure de prendre des responsabilités, faire des suivis de la production et de faciliter le travail d'équipe », mentionne Lori-Anne Berthiaume.

Autre impact non négligeable pour la jeune entrepreneure : la clarification des postes de travail a fait en sorte que les employés comprennent mieux la fixation de leur salaire. « Après l'exercice de profils de poste fait avec le centre d'emploi agricole, chacun comprend mieux son rôle dans l'entreprise. Tout le monde a des livrables et des attentes. Le salaire est fixé en fonction de cela, ce qui explique bien les différences. »

« Les propositions des trois postes soumises par le centre d'emploi correspondaient à nos attentes. Cela a permis de mieux déléguer, de responsabiliser toute la structure, enfin, de mieux utiliser notre temps au développement de l'entreprise, a ajouté Mme Berthiaume. Par exemple, le tableau qui distingue un ouvrier spécialisé d'un manœuvre est très utile. Si le manœuvre veut devenir ouvrier, il peut voir la progression nécessaire. »

Karine Phaneuf côtoie les producteurs depuis plusieurs années. « Prendre le temps de définir les postes permet à l'employeur de réviser l'ensemble des responsabilités de ses employés. Avec une bonne description de poste, les employeurs sont mieux outillés pour atteindre leurs objectifs de productivité, tout en favorisant la motivation des travailleurs par un milieu de travail équitable », mentionne-t-elle.

Un outil précieux pour l'éleveur

Pour Lori-Anne Berthiaume, la décision de s'outiller en matière de ressources humaines, incluant les profils de poste, a été un exercice utile pour passer à une gestion optimisée. « C'est bon pour la rétention en cette période où la main-d'œuvre se fait rare. De plus, la collaboration avec la conseillère du CEA lui a permis de comparer ses conditions de travail avec le secteur, ce qui lui apparait bien utile pour dialoguer avec les employés de l'entreprise à partir de faits. « C'est un moyen d'être compétitif pour garder son personnel », témoigne Lori-Anne Berthiaume.

Les CEA sont les experts en GRH du secteur agricole. Pour des conseils, on peut communiquer avec eux au www.emploiagricole.com. ■

Hubert Brochard, agr., rédacteur pigiste | hbrochard@videotron.ca

S'arrêter et planifier… pour mieux repartir

Prendre une pause pour voir si notre entreprise est rentable à long terme et si elle répond à nos aspirations, c'est salutaire. Un bon outil pour cela, c'est la planification stratégique. Deux éleveurs et deux conseillers nous en parlent.

PHOTO : HUBERT BROCHARD

« La planification stratégique aide à repartir sur une bonne lancée », estime Jean-François Grenier, propriétaire de la Ferme du Boisé à Saint-Léon-de-Standon.

Selon le Groupement des chefs d'entreprise du Québec, la « planification stratégique est un processus coordonné et méthodique qui sert à établir les orientations de votre entreprise et les moyens à mettre en œuvre pour les réaliser. »

Pourquoi et quand *planifier stratégiquement* ?

Les éleveurs de porcs du Québec auraient besoin de formation en matière de décisions d'affaires. C'est ce qu'a révélé, en 2015, l'analyse des besoins en formation réalisée par une équipe de chercheurs de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), à la demande conjointe d'AgriCarrières, des Éleveurs de porcs du Québec et du Centre de développement du porc du Québec (CDPQ). « Aujourd'hui, pour réussir, l'économie est tout aussi importante à considérer que la technique », admet Jean-François Grenier. *Porc Québec* l'a rencontré à la Ferme du Boisé, à Saint-Léon-de-Standon, en Beauce.

Son conseiller technique, Denis Champagne, le confirme : « La planification stratégique est vitale, car elle nous évite de faire des investissements sans tenir compte du contexte… comme rénover la gestation sans penser qu'il faudra l'agrandir de 20 places dans quelques années ! », illustre le directeur de la firme Les Consultants Denis Champagne, à Saint-Elzéar.

Benoît Turgeon, conseiller pour le Groupe conseils agricoles Beaurivage à Sainte-Marie-de-Beauce, ajoute : « Il faudra aussi considérer les changements qu'exigeront les normes du bien-être animal. » L'agronome-conseil souligne que la réflexion peut aller jusqu'à décider si l'on se spécialise comme naisseur ou finisseur; ou encore si l'on se lance dans un tout autre domaine.

À quelle occasion doit-on faire une planification stratégique? « Chaque fois que l'on a besoin d'un temps d'arrêt, que l'on s'apprête à réaliser un gros investissement ou un changement majeur comme l'ajout d'un volet à notre production, une

PHOTO : GRACIEUSETÉ DES CONSULTANTS DENIS CHAMPAGNE INC.

Denis Champagne

PHOTO : GRACIEUSETÉ DU CENTRE MULTI-CONSEILS AGRICOLES (CMCA)

Benoît Turgeon

« La réussite d'une planification stratégique dépend à 80 % du suivi des résultats », souligne le conseiller Denis Champagne.

réorientation de celle-ci ou encore un transfert de ferme », répond Martin Larivière, directeur du Réseau Agriconseils Chaudière-Appalaches.

S'asseoir ensemble et faire le point

« Il faut savoir où l'on veut aller, enchaîne Jean-François Grenier. Il faut d'abord savoir où l'on est. Il nous faut donc des données précises sur la performance des animaux et la rentabilité de la ferme. » Joint au téléphone, son collègue producteur, Vincent Fournier, est tout à fait d'accord. « On doit pouvoir chiffrer par exemple le taux de mortalité, le poids des animaux, les achats de moulée, les frais de chauffage ou de ventilation », dit le propriétaire de la Ferme Pic Rouge, à Lyster, dans le Centre-du-Québec.

« La planification stratégique doit respecter les aspirations des propriétaires de la ferme, et idéalement des employés », insiste le conseiller Benoît Turgeon.

La planification stratégique s'est imposée à Jean-François Grenier lors du transfert de la ferme en 2015. Il fallait tenir compte des rénovations et agrandissements récents, tout comme du contexte à venir. Heureusement, les sections de la mise bas et de la pouponnière répondent déjà aux exigences du bien-être animal.

Son conseiller Denis Champagne a d'abord communiqué avec le comptable-fiscaliste Marc-Ange Doyon, du Service de comptabilité et de fiscalité Chaudière-Appalaches de l'UPA. Le moment venu, Jean-François et ses parents, Huguette Breton et Paul-Henri Grenier, ont rencontré M. Doyon dans son bureau de Saint-Georges-de-Beauce. « Nous discutions du transfert depuis longtemps, mes parents, mon frère Étienne et moi, raconte Jean-François Grenier. Étant conseiller à la Coop de Frampton, mon frère m'a appuyé pour que je m'installe aux commandes. »

Selon Benoît Turgeon, le plus dur est de prendre le temps de bien faire la planification stratégique. « Trois à quatre mois ont été nécessaires pour notre diagnostic de départ », observe Vincent Fournier.

Ce jeune éleveur a réalisé sa planification en 2010. « Notre ferme traversait

Le suivi est primordial

Même la plus belle « planif » ne donne rien si l'on n'évalue pas les progrès accomplis. « Plus de 80 % de la réussite d'une planification réside dans le suivi, insiste Denis Champagne. Et rien de tel qu'un conseiller qui, comme un coach, peut nous demander pourquoi on n'a pas vendu ce tracteur, comme prévu cette année. »

Chacun de leur côté, MM. Grenier et Fournier s'assoient avec leur conseiller Denis Champagne, une à deux fois par année, pour une réunion formelle, et de temps en temps de manière informelle. De plus, leurs données de production sont compilées par la firme de ce dernier. « Ils peuvent nous prévenir en cas de résultat limite », précise Jean-François. « Et nous soumettons tous les ans nos résultats financiers à la Caisse populaire », mentionne Vincent Fournier.

« Mais surtout, il faut faire les choses quand c'est le temps de les faire, me disait un agriculteur chez qui j'ai travaillé, glisse Jean-François. Cela résume tout. »

une période difficile, et tout le monde, y compris les banques, se demandait où allait le secteur porcin... Il fallait absolument que nous bougions. » En mars, lui et ses parents convoquent, à leur table, Denis Champagne — c'est aussi leur conseiller technique —, leurs financiers, leur vétérinaire et le MAPAQ. Vincent Fournier dit vouloir augmenter le nombre de truies et bonifier les performances d'élevage, tout en diminuant ses frais. « Notre vétérinaire confirmait que les changements proposés amélioreraient la santé du troupeau, le MAPAQ validait ses programmes d'adaptation. Tout cela a rassuré la Financière agricole et la Caisse populaire. »

Son confrère, Jean-François Grenier, valorise le travail en équipe avec ses représentants. « C'est génial quand ton vétérinaire dialogue avec ton nutritionniste, sans compétition », dit-il. Les experts Benoît Turgeon et Denis Champagne recommandent eux aussi de consulter plusieurs personnes, en y incluant, pourquoi pas, une personne-ressource spécialisée dans le côté humain. « Quant au conseiller technique, il doit bien connaître la production et faire deux ou trois fois le tour de la ferme avec vous », suggère M. Champagne. « Et ne vous contentez pas d'une rencontre multidisciplinaire sans effectuer de planification stratégique ! », prévient M. Turgeon.

Respecter les attentes de chacun

La qualité de vie et les aspirations des éleveurs et de leurs employés sont tout aussi essentielles, rappelle Benoît Turgeon. « La planification stratégique exige une réflexion en profondeur sur ce qui est primordial pour respecter nos choix personnels, dit M. Turgeon. Dans le cas d'un transfert de ferme, ces aspirations varient considérablement selon que les enfants ou des personnes non apparentées prennent la relève. Et quand on demande aux partenaires d'un couple de décrire leurs attentes, on découvre parfois qu'elles divergent étonnamment ! Même dans une ferme prospère, il arrive que l'un des associés avoue s'y sentir malheureux. »

Jean-François Grenier voulait que son entreprise garde une taille modeste. « Son exploitation compte 125 truies productives, mais il se classe parmi les meilleurs éleveurs sur les plans de la rentabilité et de la performance animale », constate Denis Champagne, dont la firme compile les données de production. En 2016, par exemple, la Ferme du Boisé est arrivée quatrième au sein du Groupe Évolu-Porc pour son nombre de porcelets sevrés par truie par année (30,41). L'entreprise a ravi le premier rang pour son nombre de « kilogrammes de porcs payés indexés » par truie en inventaire (kppi), qui s'élevait à 3117, bien au-dessus de la moyenne de 2400 des fermes porcines les plus rentables.

La mère de Jean-François assure toujours la comptabilité de la ferme et son père continue d'accomplir diverses tâches dans les bâtiments et le boisé. Cette structure de ferme permet au producteur de 40 ans de mieux partager son temps avec sa conjointe Nathalie Audet, une psychoéducatrice qui a ouvert sa propre garderie, et leurs trois enfants Félix-Antoine, Mathilde et Émile.

Dans le cas d'une retraite à venir ou de tout autre projet, l'idéal est de se fixer des objectifs détaillés. « Sans planification stratégique, je peux faire des investissements qui m'empêcheront d'atteindre mes cibles, avertit M. Champagne. Planifier de manière stratégique, c'est parfois aussi simple que de réduire sa dette de 10 000 $ par année. Ce genre de défis précis a un effet stimulant sur les propriétaires et même les employés, surtout si on les consulte à cet égard. »

Les coûts et les bénéfices

Les deux éleveurs trouvent malaisé de calculer le coût et les bénéfices de la planification stratégique. « En tout cas, ce n'est pas de l'argent jeté au feu, affirme M. Grenier. Nous ne pouvons pas nous permettre de passer à côté de cette étape, c'est ça qui va nous donner une lancée. » Vincent Fournier abonde dans ce sens. « Notre planification stratégique de 2010 continue d'avoir des retombées extrêmement positives pour notre ferme. C'est par cette démarche que nous avons convaincu nos partenaires financiers, qui, à cette période, accordaient leurs faveurs à peu de producteurs. Aujourd'hui, ils demeurent ouverts à nos autres projets. » ■

Conseils et aide financière pour notre « planification »

Pour trouver un conseiller ou une conseillère en planification stratégique dans votre région, vous pouvez communiquer avec :

les Groupes conseils agricoles du Québec (www.gcaq.ca, 450 679-0540, poste 8932), qui regroupent 21 groupes membres dans toutes les régions du Québec;

l'un des Réseaux agriconseils (www.agriconseils.qc.ca, 1 866 680-1858), créés en 2006 par le MAPAQ et l'UPA. Ces réseaux fournissent des services-conseils individuels (ou collectifs, par le biais de journées d'information).

« Les producteurs peuvent se faire rembourser jusqu'à 85 % des dépenses admissibles (comprenant, entre autres, les honoraires et les frais de déplacement d'un conseiller ou d'une conseillère), dit Martin Larivière, directeur du Réseau Agriconseils Chaudière-Appalaches. C'est qu'un coup de pouce déjà existant par le biais du Programme services-conseils du MAPAQ vient d'être bonifié par ce ministère dans le cadre du Plan de soutien aux investissements en agriculture contribuant à l'adaptation des entreprises en matière de bien-être animal et d'efficacité énergétique. »

Dan Bussières, agr. Groupe Cérès inc. | dbussieres@gceres.com

Dans le cadre de la démarche de responsabilité sociale, les Éleveurs de porcs du Québec ont réalisé, à l'automne 2016, une réflexion visant à identifier les pratiques à promouvoir dans le but d'améliorer la performance environnementale du secteur porcin et la performance économique des entreprises qui en font l'adoption. La réflexion, à laquelle ont participé deux conseillères en agroenvironnement, a permis d'identifier notamment l'alimentation du troupeau en lien avec la réduction des rejets comme figurant parmi les thèmes prioritaires. C'est dans ce contexte que s'inscrit le présent article.

Alimentation et rejets, où en sommes-nous?

L'alimentation joue un rôle important lorsque vient le temps de parler des impacts de la production porcine sur les rejets et l'environnement. Chaque porc produit aura besoin de 350 à 400 kg de moulée (incluant la consommation de la truie ramenée par porc). Une partie des nutriments fournis par l'alimentation ne seront pas totalement assimilés et ainsi rejetés dans les fèces et l'urine. Les avancées, tant sur le plan de la nutrition, de la génétique que de la régie, ont permis, au cours des années, une réduction importante des rejets dans l'environnement.

Rappelons qu'en vertu du *Règlement sur les exploitations agricoles* (REA), les producteurs agricoles sont tenus de posséder un plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF) à jour et de déposer chaque année un bilan phosphore à l'équilibre au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). L'épandage des engrais organiques et minéraux en respect du PAEF permet de réaliser une fertilisation adéquate des cultures, tout en minimisant les risques pour l'environnement.

Les cas du phosphore

Au Québec, le phosphore vient assurément au premier rang au banc des accusés lorsqu'on parle des impacts de la production porcine sur l'environnement. Le moratoire imposé au Québec, au début des années 2000, et levé en décembre 2004 avait été fortement influencé par un désir de mieux contrôler et de réduire les rejets en phosphore dans les lisiers. Il faut aussi se rappeler que les éleveurs de porcs ont été proactifs, en mettant en œuvre le premier plan agroenvironnemental en agriculture au Québec en 1996. Les éleveurs se sont ainsi fixé des objectifs environnementaux et ont notamment mis en œuvre des interventions à la ferme, telles que l'adoption de PAEF, l'incorporation de la phytase dans la moulée et l'augmentation du nombre de formulations dans l'alimentation.

Pourquoi le phosphore est-il un élément si important lorsqu'on parle de l'impact de la production sur l'environnement ?

Le phosphore présent de façon naturelle dans les grains est peu assimilable par le porc étant donné qu'une partie de ce phosphore est séquestré sous forme de phytate/acide phytique. Pour le maïs, par exemple, seulement 25 à 30 % du phosphore est naturellement disponible pour le porc. Pour le tourteau de soya, on parle de 40 %, tandis que pour la drêche de maïs, la digestibilité est meilleure, se situant à 60 % environ.

Cette disponibilité faible et variable du phosphore contenu dans les ingrédients utilisés pose deux problèmes, soit celui de supplémenter les rations avec du phosphore inorganique et le fait que des quantités importantes de phosphore peuvent être rejetées.

Quelles avancées et réalisations, à l'échelle de notre industrie, ont permis de réduire les rejets en phosphore?

La phytase

Afin de rendre plus disponible le phosphore lié sous forme d'acide phytique dans les grains, l'ajout d'une enzyme, la phytase, permet de libérer une partie du phosphore en le rendant disponible pour le porc. L'ajout de phytase permet donc de mieux valoriser le phosphore contenu dans les grains et permet ainsi de réduire l'ajout de phosphore sous forme inorganique. Par le fait même, les rejets en phosphore sont réduits. L'autre facteur important est que l'efficacité des différentes sources de phytase a été améliorée au cours des années avec l'arrivée de phytases de nouvelles générations qui sont entre 25 et 30 % plus efficaces pour libérer le phosphore lié sous forme d'acide phytique. Au début des années 2000, l'utilisation de la phytase permettait une réduction des rejets de l'ordre de 25 à 35 % en moyenne. Aujourd'hui, selon les types de rations et les grains utilisés, les nouvelles phytases, lorsqu'utilisées de façons optimales, vont permettre de réduire les rejets de 40 à 60 % (tableau 1).

L'autre aspect d'intérêt est la réduction du coût d'alimentation généré par l'utilisation de la phytase. En fonction des doses de phytases optimales pouvant être incorporées, des types de rations/grains utilisés et du type de phytase, les économies peuvent être de l'ordre de 2 à 7 $/tonne en moyenne pour les aliments des porcelets et porcs en croissance.

Les besoins en phosphore et les normes de l'Agence canadienne

Un autre facteur important quand on parle du phosphore est de bien connaître les besoins réels des porcs et de formuler des rations qui répondent aux besoins sans avoir d'excès et en limitant les marges dites de sécurité.

Cela peut représenter un bon défi dans certains cas, car, en tant que spécialiste en nutrition porcine, il faut pouvoir faire face à différentes demandes des éleveurs et aussi à la variabilité dans les performances des porcs. De façon simpliste, les besoins des porcs sont maintenant exprimés en matière de phosphore disponible ou digestible et pour finir, basé sur un besoin en gramme/jour. Donc, en principe, les rations pour les différentes catégories de poids d'un porc doivent être formulées avec un niveau « X » de phosphore permettant de satisfaire, selon la consommation du porc, ses besoins quotidiens. Les marges de sécurité jadis

Tableau 1 Impact de la phytase sur les rejets en phosphore pour des porcs de 6 à 130 kg

PHOSPHORE	SANS PHYTASE	AVEC PHYTASE
P total ingéré kg/porc	1,58	1,11
P retenu kg/porc	0,63	0,63
P excrété kg/porc	0,95	0,48
Réduction obtenue		50 %

Phosphore retenu : 5,1 g/kg de gain de poids vif

utilisées ont été au fil du temps réduites afin d'être plus proches des besoins réels des animaux, sans toutefois compromettre leurs performances.

Une autre réalité à laquelle nous devons faire face est liée au *Règlement sur les aliments du bétail* de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) qui stipule entre autres que les moulées pour porcs doivent contenir un minimum de 0,50 % de phosphore au total. Cette norme fait partie de la table 4 des aliments du bétail et elle fait état de loi lors des inspections de l'ACIA. L'enjeu, avec ce seuil minimum, est qu'il ne reconnaît pas le fait que l'industrie utilise maintenant de la phytase dans ses rations pour porcs, ce qui permet de réduire les quantités de phosphore ajouté dans les rations.

Dans le tableau 2, on voit donc clairement que le niveau de phosphore total des deux rations avec phytase est sous le seuil minimum spécifié dans la table 4 du *Règlement sur les aliments du bétail* de l'ACIA. Si on veut respecter à la lettre le seuil de phosphore minimum de 0,50 % dans les rations par rapport à une utilisation optimale de la phytase, on va augmenter les rejets en phosphore de 35 à 40 %. Par contre, l'utilisation de formules clients nous permet de formuler des rations ayant un niveau optimal de phosphore digestible, tout en utilisant la phytase, et ce, sans avoir un seuil minimum de phosphore total à 0,50 %. L'industrie de l'alimentation animale a fait des représentations au cours des dernières années pour que les normes en phosphore, entre autres, soient révisées et ajustées avec les nouvelles réalités en nutrition porcine. Un projet de révision est en cours d'étude avec l'espoir de voir des changements apportés sous peu.

Les rejets en azote

Bien que le phosphore ait été au centre des préoccupations lorsqu'on parle des impacts de la production porcine sur l'environnement, l'azote est aussi un autre nutriment dont il faut tenir compte. L'azote excrété provient principalement de la digestion des protéines contenues dans les rations pour les porcs. Étant donné que 60 à 70 % de l'azote ingéré est rejeté, il faut tenter d'éviter les excès de protéines dans les rations. D'un autre côté, l'amélioration génétique en matière de rendement en maigre des porcs a amené une augmentation des besoins en acides aminés afin d'optimiser les performances et le rendement en maigre de la carcasse, ce qui a pour effet d'augmenter, en principe, les besoins en protéines brutes des rations.

En ce qui concerne la formulation des aliments, l'accent est mis sur les acides aminés et non nécessairement sur le pourcentage de protéines brutes de la ration. Les sources de protéines végétales, principalement le tourteau de soya, sont une source importante d'acides aminés. Il y a aussi l'ajout d'acides aminés de synthèse qui permet un apport important, et ce, en réduisant l'ajout de sources de protéines végétales, et par le fait même, la quantité de protéines brutes de la ration. Aujourd'hui, la plupart des aliments pour les porcs sont supplémentés avec des acides aminés de synthèse, tels que la lysine, la méthionine, la thréonine, le tryptophane et aussi parfois avec la valine. Une formule pour porcs doit être balancée en fonction des besoins établis pour chaque acide aminé et il demeure essentiel de supplémenter la ration avec des sources de protéines végétales afin d'apporter les autres acides aminés essentiels et non essentiels non disponibles sous forme synthétique. Il y a donc un certain niveau de protéine brute minimal, apporté par les sources de protéines végétales, à respecter lors de la formulation des aliments.

Il est clairement démontré avec l'exemple du tableau 3, que l'ajout de lysine digestible et d'un profil d'acides aminés essentiels balancés permet de formuler des rations plus basses en protéines brutes ce qui procure également des économies substantielles au chapitre des coûts d'alimentation. La combinaison de connaissances accrues en nutrition concernant les besoins en acides aminés, des prix plus attrayants et d'une meilleure disponibilité des acides aminés de synthèse, nous permet maintenant de formuler des rations avec des niveaux plus élevés en matière d'apport en acides aminés de synthèse comparativement à ce qui était fait au début des années 2000, et ce, tout en ayant des niveaux de protéines plus bas dans les rations.

Il faut aussi noter que la réduction des rejets d'azote contribue également à réduire les odeurs et les émissions de gaz à effet de serre.

Tableau 2 Impact de la phytase sur les niveaux totaux de phosphore dans les rations

Nutriment	Sans Phytase	Phytase 2e génération	Phytase 3e génération
Phosphore total %	0,55	0,41	0,37
Phosphore disponible %	0,28	0,28	0,28

Formule porcs en croissance type avec 750 FTU de phytase ajoutée

AUTRES FACTEURS CLÉS INFLUENÇANT LES REJETS

La conversion alimentaire

Il est évident qu'une amélioration de la conversion alimentaire va permettre de réduire les rejets de phosphore et d'azote. L'amélioration génétique, des facteurs de régie et des connaissances accrues en nutrition ont tous eu pour effet de réduire la quantité d'aliments

Tableau 3 Impact de l'ajout des acides aminés de synthèse sur les rejets d'azote

Nutriments	Sans ajout Lysine	2,5 kg/t de Lysine HCL*	4,5 kg/t de Lysine HCL*
% protéines brutes	20,00 %	17,25 %	15,00 %
Azote ingéré kg/porc	8,80	7,60	6,60
Azote retenu kg/porc	2,35	2,35	2,35
Azote excrété kg/porc	6,45	5,25	4,25
% de réduction		**-19 %**	**-34 %**
Impact prix moulée $/porc		-5,5 $/porc	-8,25 $/porc

Porc de 28-130 kg, 275 kg moulée et 23 grammes azote retenu/kg de gain vif
Formule à 0,88 % de lysine digestible et 2 500 kcal/kg d'énergie nette
*Avec ajout de méthionine, thréonine et tryptophane pour équilibrer les ratios d'acides aminés

nécessaire pour produire 1 kg de poids. Si on prend le même programme alimentaire, une amélioration de 4 % (0,10 point) du taux de conversion, pour des porcs en croissance, va permettre de réduire les rejets en azote d'environ 6 % et ceux en phosphore de 8 %.

Voici quelques points de régie à la portée des éleveurs et qui permettent une amélioration de la conversion alimentaire :

- → Réduire le gaspillage par un ajustement adéquat des trémies.
- → Avoir un espace suffisant à la trémie.
- → Faire un suivi de la granulométrie afin d'améliorer la digestibilité des nutriments.
- → Optimiser la densité énergétique des aliments tout en considérant les impacts sur le coût d'alimentation.
- → Fournir un environnement confortable aux porcs, principalement au chapitre du contrôle de la température dans les bâtiments en période de temps plus froid.
- → Appliquer les règles de biosécurité et travailler de concert avec le vétérinaire afin d'optimiser le statut sanitaire de l'élevage.

Le nombre de phases alimentaires

Un autre facteur non négligeable pour réduire les rejets est le nombre de phases de moulée utilisées, surtout en période d'engraissement. Lorsqu'on doit formuler des aliments pour des porcs entre 25 et 130 kg, il faut tenir compte que les besoins en protéines/acides aminés et en phosphore, entre autres, seront différents pour un porc de 25 kg et un porc de 130 kg. On va normalement formuler les aliments afin de satisfaire les besoins des porcs en fonction de leur poids, sachant que les besoins sont plus élevés pour un porc de 25 kg que de 50 kg. Ainsi, le fait de pouvoir utiliser plus qu'une seule phase alimentaire va permettre de mieux cibler les besoins en fonction des strates de poids déterminées et d'éviter alors les excès de nutriments. Si on passe de deux à trois phases alimentaires, on va réduire les rejets en azote et en phosphore de 4,5 à 5 %. Si on utilise une quatrième phase, on double encore le % de réduction des rejets.

Le poids d'abattage

L'augmentation du poids d'abattage au fil du temps a eu pour effet de mettre plus de pression sur les rejets. Si on compare un porc de 125 kg et un de 130 kg à la sortie de l'élevage, il y aura une augmentation des rejets de 7 à 8 % en azote et phosphore par porc produit.

Soulignons que les avancées en matière de génétique, entre autres, ont permis un maintien, voire une amélioration globale de l'efficacité alimentaire, ce qui est venu atténuer grandement l'effet de l'augmentation du poids d'abattage sur les rejets.

Où en sommes-nous aujourd'hui comparativement aux années 90?

La production porcine a connu une évolution impressionnante au cours des 30 dernières années. Le secteur a fait des progrès indéniables à tous les chapitres, tant dans le domaine technique qu'environnemental. Quels sont les impacts de tous ces progrès sur les rejets en phosphore et en azote des porcs élevés au Québec ? Les trois scénarios présentés dans le tableau 4 représentent la réalité de la production porcine pour trois périodes distinctes, soit le milieu des années 90, le début des années 2000 et aujourd'hui, en 2017. Des hypothèses pour chaque période, tant au chapitre des performances que de l'alimentation, ont été émises afin de faire une estimation des rejets en phosphore et en azote.

On voit clairement, dans le tableau 5, les progrès réalisés au cours des trois dernières décennies où les rejets en azote et en phosphore ont été réduits de 18 et

50 % respectivement. On peut prévoir que les avancées technologiques dans les domaines de la nutrition, de la génétique et de la régie vont permettre de continuer de réduire l'empreinte environnementale de la production porcine. Les phytases vont probablement devenir encore plus efficaces. L'alimentation de précision, tant chez les porcelets, les porcs en croissance que chez les truies, pourra permettre une plus grande réduction des rejets. À tout cela s'ajoute le fait que les avancées réalisées au cours des années ont aussi un impact positif sur le coût de production. Si on prend l'hypothèse des progrès accomplis, depuis le début des années 2000, au chapitre de la conversion alimentaire, de l'utilisation des phytases et des acides aminés, on constate que le coût de production a été réduit d'environ 4 à 5 $/porc produit. ■

Compte tenu de l'importance du thème de l'alimentation, les Éleveurs de porcs du Québec soutiennent la Chaire de recherche sur les stratégies alternatives d'alimentation des porcs et des volailles : approche systémique pour un développement durable (50 000 $ annuellement pour 5 ans) établie à l'Université Laval ainsi que Swine Innovation Porc pour un montant annuel d'environ 175 000 $ et dont certains projets portent notamment sur l'alimentation de précision des porcs.

Tableau 4 Hypothèses retenues pour estimer l'impact des progrès en production porcine sur les rejets en azote et phosphore dans le lisier

PÉRIODE	MILIEU ANNÉES 90	DÉBUT 2000	AUJOURD'HUI
Productivité truie (porcelet/truie/année)	22	25	27
Poids abattage (kg)	110	120	130
TCA pouponnière	1,60	1,55	1,50
TCA engraissement	2,65	2,60	2,55
Nb de phases de moulée en engraissement	2	3	4
Acides aminés	Lysine seulement	Lysine 2-3 kg/t max + méthionine+thréonine	Lysine 5 kg/t max + méthionine+-thréonine+ tryptophane+valine
Phytase	Pas/peu utilisée	500 FTU 2e génération	750 FTU 3e génération

TCA= Taux de conversion alimentaire
FTU = Unités Phytase

Tableau 5 Impact des progrès en production porcine sur les rejets en azote et phosphore

PÉRIODE	MILIEU ANNÉES 90	DÉBUT 2000	AUJOURD'HUI
Azote ingéré (kg/porc)	8,67	8,38	7,97
Azote excrété (kg/porc)	5,70	5,25	4,62
Réduction azote rejeté (%)		-8 %	-18 %
Phosphore ingéré (kg/porc)	1,85	1,51	1,34
Phosphore excrété (kg/porc)	1,18	0,80	0,59
Réduction phosphore rejeté (%)		-32 %	-50 %

Azote retenu constant à 23 g/kg de poids
Phosphore retenu à 5,6 g/kg de poids pour les truies et 5,1 g/kg de gain pour les porcelets et porcs en croissance.

Élisabeth L'Heureux, agr. Club Agrinove inc. | elheureux@agrinove.com
Mario Vincent, agr. Club Agrinove inc. | mvincent@agrinove.com

Savez-vous combien vaut votre lisier de porc?

Toutes les entreprises en productions animales ont des volumes plus ou moins importants d'engrais de ferme à gérer. Une présence plus marquée des entreprises d'élevage dans certaines régions a parfois fait perdre de vue la valeur réelle de ces engrais. Pourtant, le lisier de porc présente des qualités très intéressantes pour la fertilisation des cultures. Il apporte des nutriments, des éléments majeurs et des éléments mineurs. De plus, le lisier peut stimuler l'activité biologique des sols. Aussi, la matière organique qu'il contient contribue à améliorer la capacité du sol à retenir les éléments fertilisants. Alors quelle est la valeur des lisiers de porc?

Les engrais, qu'ils soient chimiques ou organiques, apportent trois nutriments essentiels aux plantes, soit l'azote, le phosphore et le potassium. S'il est facile d'établir la valeur fertilisante des engrais chimiques à partir de leur formulation, la tâche est un peu plus difficile quand il est question des engrais organiques. Le CRAAQ a étudié la valeur fertilisante moyenne des lisiers porcins et leur composition se décline comme dans le tableau 1 (CRAAQ 2007). Ces valeurs sont des moyennes provinciales. Afin d'avoir une meilleure estimation de la valeur des engrais organiques produits, chaque entreprise devrait procéder à la caractérisation de ses lisiers en utilisant le protocole mis au point par le CRAAQ. Une mesure adéquate des volumes produits ainsi qu'un échantillonnage constitué d'un minimum de 15 sous-échantillons représentatifs de la fosse permet d'obtenir un portrait plus juste.

Tableau 1 Valeur fertilisante moyenne des lisiers

PRODUCTION	MATIÈRE SÈCHE (%)	N (KG/TONNE)	P (KG/TONNE)	K (KG/TONNE)
Maternité	2,7	2,9	2,0	1,5
Pouponnière	2,3	2,6	1,6	2,1
Engraissement	4,9	4,5	2,3	2,9

Tableau 2 Prix des engrais minéraux publiés par le CRAAQ en 2017

ENGRAIS SIMPLE	FORMULE (N-P-K)	PRIX ($/T)
Urée	46-0-0	654
Phosphate biammoniacal (DAP)	18-46-0	822
Muriate de potassium	0-0-60	645

N.B. Il s'agit de prix d'engrais livrés en vrac avec l'épandeur sans aucun escompte de paiement anticipé ou de volume. Les prix ont été enquêtés en mai 2017. Ceux-ci peuvent varier grandement au cours de la saison.

En plus des trois nutriments majeurs, les lisiers apportent aussi d'autres éléments fertilisants. En effet, le lisier de porc contient des teneurs élevées en cuivre, zinc, manganèse et fer. Cependant, l'évaluation de la valeur économique brute du lisier présentée ici est réalisée sur la base des trois nutriments majeurs (N, P, K). Cette valeur économique est établie à partir des prix des engrais de synthèse publiés par le CRAAQ en 2017 (voir tableau 2).

Le tableau 3 présente la valeur économique brute du lisier basée sur la valeur fertilisante nette par tonne et par 1 000 gallons canadiens, épandu à différentes périodes. Les valeurs varient, puisqu'un engrais n'a de valeur que s'il comble un besoin pour la culture visée. Il doit, pour être utile, être facilement assimilable par la plante et être apporté au moment où celle-ci en a besoin. Les éléments fertilisants des lisiers se retrouvent pour la plupart sous des formes solubles et minérales facilement assimilables par les plantes, exactement comme les engrais de synthèse. Par exemple, 69 % de l'azote du lisier de porc à l'engrais se trouve sous forme de NH_4^+ (CRAAQ 2013). Pour cette raison, les épandages de lisier de porc devraient essentiellement avoir lieu en saison de croissance active des cultures. C'est cette particularité qui explique les

écarts de valeurs dans le tableau entre les périodes d'épandage. Puisque le NH_4^+ se perd facilement par volatilisation, une incorporation rapide du lisier aura un effet marqué sur la valeur économique.

Un enfouissement rapide est une condition nécessaire pour maximiser l'apport de l'azote contenu dans le lisier. Évidemment, selon la méthode utilisée, l'enfouissement peut demander des investissements supplémentaires. En effet, il faudra peut-être un tracteur plus puissant si l'incorporation se fait en même temps que l'épandage ou alors il faudra un passage supplémentaire au champ pour enfouir rapidement après l'épandage. Il faut garder en tête qu'un lisier laissé à la surface du sol perdra en moyenne 50 % (entre 5 et 100 %) de son azote ammoniacal par volatilisation et que plus de la moitié de cette volatisation se produira dans les dix premières heures[1]. Enfouir le lendemain, ce n'est pas très efficace!

Enfouissement rapide = gains environnementaux

L'enfouissement rapide permet de faire des gains environnementaux très importants en réduisant les pertes d'azote par volatilisation. En effet, la

Tableau 3 Variations des valeurs économiques brutes du lisier de porc d'engraissement selon les modes et les périodes d'épandage

MODE D'ÉPANDAGE	PÉRIODE D'ÉPANDAGE					
	PRINTEMPS		SAISON DE CROISSANCE		AUTOMNE/ POST-RÉCOLTE	
CULTURES ANNUELLES	Par tonne métrique ($/t)	Par épandeur ($/1 000 gallons)	Par tonne métrique ($/t)	Par épandeur ($/1 000 gallons)	Par tonne métrique ($/t)	Par épandeur ($/1 000 gallons)
Incorporation immédiate ou injection[1]	10,13	46,05	10,67	48,50	7,03	31,95
Aspersion basse						
< 3 heures[2]	9,86	44,82	9,86	44,82	6,21	28,23
3 à 24 heures	9,04	41,09	8,77	39,86	5,94	27,00
> 24 heures	8,77	39,86	8,22	37,36	5,39	24,50
Pendillards						
< 3 heures[2]	10,13	46,05	10,40	47,27	6,48	29,45
3 à 24 heures	9,31	42,32	9,31	42,32	6,21	28,23
> 24 heures	9,04	41,09	8,77	39,86	5,66	25,73
PRAIRIES						
Injection[1]	10,67	48,50	10,67	48,50	8,12	36,91
Aspersion basse						
avec assiettes	8,77	39,86	8,22	37,36	6,21	28,23
avec pendillards						
sans repousse[3]	9,31	42,32	9,04	41,09	7,03	31,95
avec repousse[3]	9,86	44,82	9,31	42,32	7,57	34,41

[1] *Injection ou incorporation simultanée à l'aide d'un système attaché à la rampe d'épandage; pour les cultures annuelles, un passage de sarcleur ou de herse moins d'une heure après le passage de l'épandeur est aussi valide. Dans tous les cas, une incorporation superficielle (< 10 cm) est recommandée pour ne pas placer l'azote sous la zone d'absorption des racines.*
[2] *Temps écoulé entre l'épandage et une incorporation au sol.*
[3] *La repousse végétative de la prairie doit avoir au moins 10 cm.*

La valeur du lisier varie du simple au double entre un épandage injecté ou incorporé immédiatement en saison de croissance et un épandage automnal sans enfouissement.

Il faut garder en tête qu'un lisier laissé à la surface du sol perdra en moyenne 50 % (entre 5 et 100 %) de son azote ammoniacal par volatilisation et que plus de la moitié de cette volatilisation se produira dans les dix premières heures. Enfouir le lendemain, ce n'est pas très efficace!

volatilisation de l'ammoniac contribue à la formation de smog, à l'acidification des écosystèmes, au déséquilibre des milieux naturels et même à la détérioration des surfaces extérieures des bâtiments et des structures. Cet ammoniac peut aussi se transformer en protoxyde d'azote (N_2O), un gaz à effet de serre très puissant. Un point en prime pour le bon voisinage, l'enfouissement rapide permet de réduire de façon très importante les odeurs émises à l'épandage. L'incorporation simultanée du lisier peut éliminer de 50 à 70 % de ces odeurs[2].

Les valeurs économiques du tableau 3 considèrent que tous les éléments (N-P-K) apportés par le lisier répondent aux besoins de la culture. Si un ou des éléments sont en surplus par rapport aux besoins de la culture, il faut ajuster ces valeurs économiques à la baisse. Par exemple, dans des sols où la teneur en phosphore est élevée, l'apport du phosphore par le lisier, bien que respectant le REA, dépassera les besoins de la culture. Il faudra donc en tenir compte dans l'évaluation de la valeur économique réelle du lisier. De plus, pour déterminer la valeur économique nette du lisier, il faut aussi considérer la différence de coûts d'épandage entre celui d'un engrais minéral et le mode d'application du lisier choisi dans le tableau 3. Il y a également les frais de transport qui varient en fonction de la distance à parcourir entre la fosse et les champs.

Valeur vs mode et période d'épandage

Les variations de valeurs économiques brutes présentées dans le le tableau 3 s'expliquent principalement par les coefficients de perte de l'azote selon les modes d'épandage. À l'automne, les coefficients de perte du phosphore et du potassium ont aussi un impact marqué sur la valeur fertilisante et donc économique du lisier. En effet, en saison culturale, le mode d'épandage et l'enfouissement n'ont pas d'impact sur les coefficients d'efficacité du phosphore et du potassium, mais l'impact devient beaucoup plus important en dehors de la saison culturale. On peut voir que la valeur du lisier varie pratiquement du simple au double entre un épandage injecté ou incorporé immédiatement en saison de croissance (10,67 $/tonne) et un épandage automnal sans enfouissement (5,39 $/tonne).

Le lisier de porc présente une grande valeur agronomique et économique. Il est facilement utilisable par la plante et remplace avantageusement les engrais chimiques. Il faut cependant prendre soin de le valoriser adéquatement afin d'en tirer un maximum de bénéfice. ■

1. *Source : Rochette, P. (2008). Gestion des engrais minéraux et organiques : volatilisation de l'ammoniac, Colloque en agroenvironnement du CRAAQ, Le respect de l'environnement : tout simplement essentiel! 7 p.*

2. *Source : Pigeon, S. (2005). Incorporation du lisier, Fiche d'information, MAPAQ, 2 p.*

Laetitia Cloutier, M. Sc., agr., responsable du secteur alimentation et nutrition | Centre de développement du porc du Québec inc. lcloutier@cdpq.ca
Nathalie Plourde, B. Sc. A., chargée de projets, | Centre de développement du porc du Québec inc. nplourde@cdpq.ca

Le bilan alimentaire, fiable pour estimer les rejets en phosphore

Un projet de recherche vient de confirmer la validité et la fiabilité du bilan alimentaire comme outil pour estimer la production de phosphore d'un lieu d'élevage porcin.

La méthode du bilan alimentaire consiste à calculer la différence entre les éléments nutritifs apportés par les aliments et ceux que les animaux retiennent pour leur croissance et leur production. Cette différence constitue les éléments rejetés dans les déjections animales.

Le bilan alimentaire pour le phosphore (P) plus spécifiquement se résume donc à l'équation suivante :

Quantité P servi – Quantité P retenu = Quantité P rejeté

Le projet, qui avait pour objectif de valider la méthode du bilan alimentaire pour estimer la production de phosphore d'un lieu d'élevage porcin, s'est échelonné de 2014 à 2017 et a été mis de l'avant dans une éventuelle perspective de changement réglementaire, permettant l'utilisation de cette méthode au même titre que la caractérisation ou l'utilisation des valeurs de référence de l'annexe 6 du Règlement sur les exploitations agricoles (REA). Cette méthode constituerait une alternative simple et performante pour les éleveurs porcins québécois.

Principales conclusions du projet

A. L'exactitude du bilan alimentaire en tant que méthode pour estimer la production de phosphore d'un lieu d'élevage porcin repose davantage sur certains paramètres, lesquels doivent être estimés le plus exactement possible afin d'éviter un biais des résultats. Par ordre d'importance, les paramètres auxquels une attention particulière doit être portée sont :

La teneur en phosphore total des aliments ou des ingrédients est définitivement le paramètre principal auquel il faut porter attention. Des recommandations ont d'ailleurs été émises afin d'exiger que la teneur en P des aliments servis repose sur des valeurs analysées en laboratoire. Tous les détails concernant les exigences en lien avec les analyses de laboratoire seront présentés dans le nouveau guide technique intitulé « Le bilan alimentaire comme outil de performance agronomique pour estimer le phosphore produit dans un lieu d'élevage » qui sera disponible au cours de 2018.

1. La teneur en phosphore total des aliments ou des ingrédients.

2. Les poids d'entrée et de sortie des porcs (particulièrement pour les élevages de type pouponnière).

3. Les quantités d'aliments ou d'ingrédients servis.

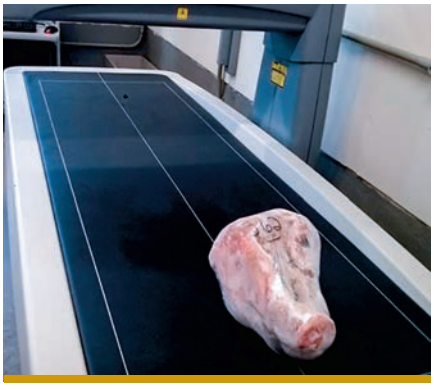
À l'opposé, certains autres paramètres, même s'ils sont inexacts, ont très peu d'impacts sur les résultats du bilan alimentaire. Le poids moyen des porcs morts en est un exemple, car, même estimé grossièrement, il influence peu les résultats. Il n'est donc pas nécessaire d'exiger que ces animaux soient pesés dans le cadre de la réalisation du bilan alimentaire.

B. Le facteur de rétention du phosphore, exprimé en termes de quantité de phosphore retenu par kilogramme de gain de poids corporel (g de P/kg de gain), a été révisé. Ce facteur est utilisé pour établir la quantité de phosphore retenu par les animaux au cours de la période d'élevage étudiée. À ce jour, le facteur de rétention utilisé était de 5,3 g de P/kg de gain. Toutefois, la nouvelle recommandation découlant des résultats du projet est plutôt de 5,1 g de P/kg de gain pour le porcelet sous la mère, le porcelet en pouponnière et le porc en engraissement.

Deux techniques ont été utilisées afin de valider le facteur de rétention du P chez le porc en croissance.

Pour le porcelet sous la mère et le porcelet en pouponnière, c'est par le biais de broyage de porcelets que le facteur de rétention a été validé. Des porcelets à différents stades de croissance (naissants, sevrés et fin de pouponnière) et provenant de différents fournisseurs d'aliments au Québec ont été récupérés, abattus puis broyés afin d'analyser leur contenu en phosphore.

Pour le porc en engraissement, le facteur de rétention a plutôt été validé par le biais de radiographies de têtes de porcs provenant de différents abattoirs québécois. En effet, de nombreuses données découlant de précédents essais ont démontré que la composition en phosphore de la tête était bien corrélée au reste du corps permettant ainsi d'éviter l'étape du broyage. Cette méthode simple a permis de valider plus aisément la rétention du P chez les porcs d'engraissement québécois.



Radiographie d'une tête de porc.

C. Chez la truie, le calcul du bilan alimentaire a été affiné par le biais d'une analyse de données de performances et de données collectées lors de la réalisation de travaux antérieurs. Le facteur de rétention du P recommandé pour la cochette en croissance et la truie est maintenant de 5,6 g de P/kg de gain.

La grande conclusion du projet : le bilan alimentaire, un outil agronomique fiable

Considérant la rigueur des éleveurs de porcs à compiler la majorité de leurs données de performances, le projet a pu démontrer la validité et la fiabilité du bilan alimentaire comme outil pour estimer la production de phosphore d'un lieu d'élevage porcin. En attendant le changement réglementaire permettant d'utiliser cet outil au même titre que la caractérisation ou l'utilisation des valeurs de référence du REA, le bilan alimentaire demeure tout de même un outil agronomique fort intéressant pour évaluer certains critères d'efficacité d'un élevage.

Partenaires financiers

Ce projet a été rendu possible grâce à l'appui financier du Programme de soutien aux stratégies sectorielles de développement du MAPAQ, des Éleveurs de porcs du Québec et de l'AQINAC. Des remerciements sont également adressés aux entreprises participantes ayant fourni des animaux et des données, soit Agri-Marché, Aliment Breton, F. Ménard, La Coop Fédérée et Shur-Gain. ■

L'équipe de réalisation de ce projet était composée de Mme Marie-Pierre Létourneau Montminy de l'Université Laval, M. Candido Pomar d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, M. Frédéric Guay de l'Université Laval et Mme Laetitia Cloutier du CDPQ.

Le bilan alimentaire, bien plus qu'un outil pour estimer le phosphore excrété. Dans l'attente d'un éventuel changement réglementaire permettant d'estimer la production de phosphore d'un lieu d'élevage porcin par le bilan alimentaire, ce dernier n'en demeure pas moins un outil agronomique fort utile. En effet, le bilan alimentaire peut être utilisé entre autres pour évaluer l'efficacité alimentaire ou nutritionnelle d'un troupeau, c'est-à-dire l'efficacité des animaux à utiliser les nutriments ou aliments servis pour leur gain, pour par la suite, cibler de potentiels paramètres à améliorer.

Frédéric Fortin, M.Sc., agr., Responsable du secteur génétique | Centre de développement du porc du Québec Inc. ffortin@cdpq.ca

Recherche de solutions pour contrôler les odeurs sexuelles dans la viande de porc

Un projet du Centre canadien pour l'amélioration des porcs, dont un des objectifs était de trouver des solutions de rechange à la castration pour contrôler les odeurs sexuelles dans la viande de porc canadienne, a été réalisé à la Station d'évaluation des porcs de Deschambault. Le projet a permis de comparer les performances de porcs commerciaux (croisement F1 X Duroc) de différents sexes, soit les femelles, castrats, mâles Improvest® et mâles entiers, issus de mêmes portées. L'analyse des performances a montré, entre autres, de bons niveaux de croissance pour les mâles Improvest® et une bonne efficacité alimentaire des mâles entiers. En revanche, les mâles entiers, tels qu'attendu, ont également présenté des problèmes d'odeurs sexuelles.

Le tableau (à la page suivante) présente les résultats, par sexe, pour les caractères de croissance, d'efficacité alimentaire et de qualité de la carcasse et de la viande. Ces résultats ont été mesurés à la Station d'évaluation de Deschambault lors des épreuves 36 (hiver 2014-15) et 37 (été 2015).

Les problèmes d'odeurs sexuelles peuvent apparaître dans la viande provenant de mâles entiers. Ces odeurs sont causées principalement par des concentrations hormonales en androsténone et en scatol supérieures à certains seuils. Les seuils de tolérance du consommateur, préconisés dans la littérature, sont de 2 mg/g pour l'androsténone et 200 ng/g pour le scatol.

Les résultats de ce projet montrent que 44 % des mâles entiers présentaient des teneurs plus élevées pour ces composés et que les problèmes d'odeurs sexuelles étaient causés principalement par l'androsténone (voir tableau, lignes du bas). Aucun problème d'odeur sexuelle n'a été observé pour les autres sexes.

Tableau 1 Moyennes ajustées par sexe pour les principaux caractères mesurés sur les porcs pour les strates de poids de 30 à 130 kg.

CARACTÈRE	N	RÉSULTATS PAR SEXE			
		F	C	I	M
Gain moyen quotidien (g/j)	617	1002a	1063b	1149c	1080b
Consommation moyenne journalière (kg/j)	622	2,50a	2,76b	2,74b	2,45a
Indice de conversion alimentaire (kg/kg)	621	2,51a	2,60b	2,40c	2,28d
Épaisseur de gras dorsal (mm)	620	14,6a	17,0b	15,9c	14,0a
Épaisseur de muscle (mm)	620	70,3	69,4	69,2	69,3
Poids de carcasse (kg)	611	104,6a	104,3a	102,4b	104,0a
Rendement de carcasse (%)	616	81,9a	81,5ab	79,9c	81,3b
Rendement en maigre (%)	616	61,8a	60,8b	60,3b	61,7a
Surface d'œil de longe (cm^2)	590	54,6a	50,8b	50,7b	52,8ab
Note de couleur - longe (pts)	614	4,33a	4,22a	4,21a	4,54b
Minolta L - longe	613	48,87ab	49,52a	49,55a	48,19b
Note de persillage – longe (pts)	614	2,42a	2,65b	2,52ab	2,19c
pH ultime - longe	611	5,74a	5,74a	5,75a	5,79b
Perte en eau* - longe (%)	613	2,39a	1,93b	2,16ab	2,16ab
Androsténone* (mg/g)	608	0,12a	0,11a	0,12a	1,48b
Scatol* (ng/g)	608	7,46a	7,32a	8,25a	34,47b
% de porcs > seuils d'acceptabilité[1]	608	0a	0a	0a	44b

Légende : F = femelles; C= castrats; I = mâles Improvest®; M = mâles entiers
Les différences significatives sont désignées par des lettres différentes (a, b, c et d) à un seuil de P<0,05.
*Analyse statistique sur une transformation logarithmique.

1. Seuils d'acceptabilité pour les composés odorants : 2 mg/g pour l'androsténone et 200 ng/g de gras pour le scatol.

Ces épreuves s'inscrivent dans un projet d'envergure canadienne étudiant des solutions pour contrôler les problèmes d'odeurs sexuelles dans la viande de porc. Les objectifs visés au sein de ce projet sont multiples :

- Évaluation de marqueurs génétiques récemment identifiés.
- Évaluation et validation de méthodes innovantes et objectives de détection de l'androsténone et du scatol à l'abattoir.
- Comparaison des caractéristiques sensorielles de la viande de porc provenant d'animaux de différents sexes.
- Formulation de recommandations et développement d'outils aux producteurs pour réduire l'incidence des problèmes d'odeurs sexuelles dans un contexte de production de mâles entiers.

Les résultats préliminaires obtenus sont conformes à la littérature et dans l'objectif concerté d'en apprendre davantage sur les alternatives à la castration des porcelets mâles, ces résultats constituent une source d'information précieuse pour le secteur porcin québécois. D'autres données colligées dans le cadre de ce projet sont en cours d'analyses et seront communiquées ultérieurement. ■

La réalisation de ce projet a été rendue possible grâce à l'appui financier du Programme Agri-innovation d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et des partenaires participants.

Cécile Ferrouillet, D.M.V, M. Ph. |cecile.ferrouillet@umontreal.ca
Philippe Fravalo, Ph. D., Chaire de recherche en salubrité des viandes, Faculté de médecine vétérinaire de l'université de Montréal

USAGE DES ANTIBIOTIQUES DANS LA MOULÉE EN ENGRAISSEMENT

Des chiffres encourageants!

La consommation d'antibiotiques dans les moulées a diminué de 2011 à 2015 au Québec. Elle est maintenant un peu plus faible que celle de l'Ontario et équivalente à celle des provinces des prairies. C'est notamment ce que démontrent les résultats du dernier rapport disponible du Programme intégré canadien de surveillance de la résistance aux antimicrobiens (PICRA) (données de 2015) ainsi que les actions mises en œuvre au Québec pour mesurer l'usage des antibiotiques.

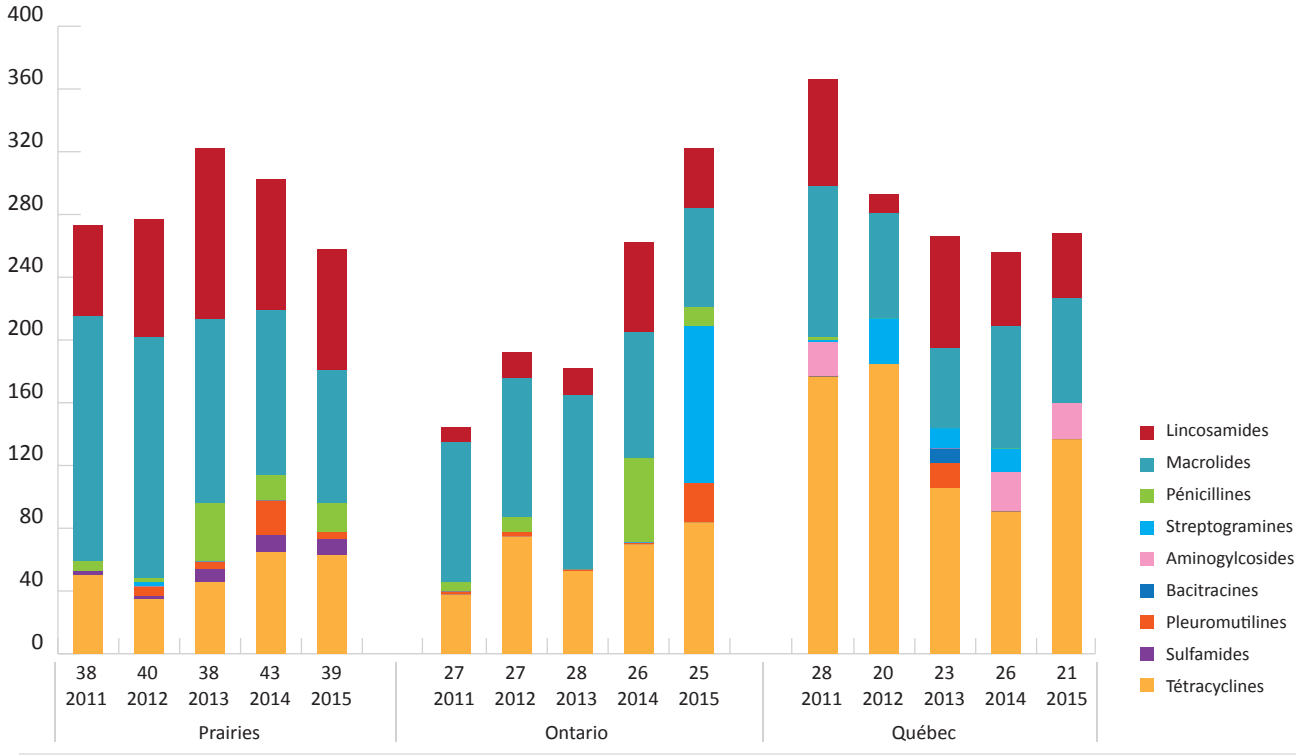
L'usage des antibiotiques, dans les moulées chez le porc en engraissement, est mesuré, depuis plusieurs années, dans un échantillon d'élevages à travers tout le Canada par le Programme intégré canadien de surveillance de la résistance aux antimicrobiens.

Le PICRA a mesuré la consommation d'antibiotiques dans 85 élevages au Canada, dont 21 sites au Québec en 2015. Les sites du Québec affichaient une consommation d'antibiotique dans la moulée plus élevée que les autres provinces en 2011 (indicateur : nDDDvetCa* pour 1 000 porcs-jours - cf. figure 1). Cette diminution de la consommation d'antibiotiques dans les moulées de 2011 à 2015 au Québec est attribuable à une diminution de l'usage de la chlortétracycline, de la tylosine (famille des macrolides) et de la lincomycine (famille des lincosamides) dans les moulées.

Figure1

*nDDDvetCa pour 1000 porcs-jours : nombre de doses définies journalières canadiennes standardisées pour 1000 porcs-jours,

$$\text{nDDDvetCA} = \frac{\text{quantité d'antibiotique (mg)}}{\text{dose journalière type canadienne(mg/kg poids vif)* poids type (kg)}} \times \frac{1000}{\text{nbre moyen de porcs*durée du cycle}}$$



Les initiatives au Québec

Les Éleveurs de porcs du Québec prennent au sérieux la menace de la résistance aux antibiotiques et incitent les producteurs à en faire un usage judicieux. Un programme de formation a été donné l'hiver dernier aux éleveurs et techniciens de meunerie pour mieux comprendre cette problématique et savoir quels gestes poser. Les Éleveurs de porcs ont également, conçu, en collaboration avec la Chaire de recherche en salubrité des viandes (CRSV) de l'Université de Montréal, une application électronique pour mesurer la consommation d'antibiotiques dans les élevages porcins.

Tableau 1 Comparaison de l'usage des antibiotiques dans les moulées en engraissement au Québec entre 2015 et 2017

	PICRA 2015 (DONNÉES DU QUÉBEC)	ENQUÊTE 2017 (ÉLEVEURS DE PORCS- CRSV)
Nombre d'élevages avec :		
usage de tylosine (cat 2)*	8/21 (38 %)	7/62 (11 %)
usage de chlortétracycline (cat 3)	12/21 (57 %)	4/62 (6 %)
usage de catégorie 4	11/21 (52 %)	44/62 (71 %)
aucun antibiotique dans la moulée	2/21 (10 %)	11/62 (18 %)

*cat=catégories : classification des antibiotiques par Santé Canada selon leur importance en santé humaine; catégorie 2 : haute importance pour la santé humaine; catégorie 3 : importance moyenne pour la santé humaine; catégorie 4 : importance faible en santé humaine.

Mesurer et se benchmarker

Cette application électronique facilite la collecte de données et permettra de faire une mesure (ou prendre une image) de façon régulière dans les différents stades de production (maternité, pouponnière et engraissement). Cette application permettra d'avoir une image plus complète que celle actuellement fournie par le PICRA qui ne regarde l'usage des antibiotiques que dans la moulée en engraissement. Cette application a été testée sur 110 élevages en 2017. Le nombre d'élevages évalués (ou la taille de l'échantillon) et la périodicité de la mesure (par exemple tous les ans, tous les 2 ans, etc.) pour l'utilisation future de l'application ne sont pas encore définis. Ces mesures répétées permettront de suivre l'évolution de l'usage des antibiotiques au Québec et de démontrer que des progrès sont réalisés année après année. Ces mesures permettront à la filière porcine de se positionner avantageusement sur les marchés domestiques et d'exportation et seront à la base d'un argumentaire sur la situation réelle face à l'utilisation des antibiotiques en élevage.

L'objectif de cette application est aussi de permettre aux gens de se comparer (benchmark). Un rapport individuel sera remis, en janvier 2018, à chacun des élevages ayant participé à l'enquête de 2017. Ce rapport comparera les résultats de l'élevage avec l'ensemble de ceux ayant participé à l'étude. Les élevages avec des porcs à l'engrais seront également classés en trois catégories (or/argent/bronze) selon un certain nombre de critères.

Données préliminaires en engraissement pour 2017

Les données préliminaires collectées dans la moulée en engraissement montrent une baisse de la consommation de chlortétracycline et de la tylosine par rapport à 2015. Le nombre d'élevages n'utilisant pas d'antibiotique dans la moulée a aussi augmenté ainsi que le nombre d'élevages utilisant des antibiotiques sans importance pour la santé humaine - catégorie 4 (salinomycine (Saccox) et narasin (Monteban).

L'indicateur nDDDvetCA pour 1 000 porcs-jours sera également présenté lors de la remise des résultats finaux de l'étude. Cet indicateur est intéressant à suivre à l'échelle d'une province ou d'un pays, mais est plus difficile à interpréter à l'échelle d'un élevage. Afin de pallier cet inconvénient, un indicateur basé sur la durée de l'utilisation des moulées avec des antibiotiques de catégorie 2 ou 3 sera utilisé.

Des résultats encourageants attribuables à plusieurs facteurs

- Ces résultats dans la moulée en engraissement sont encourageants et peuvent être attribués à plusieurs facteurs :
  - Une action concertée et un changement de pratique de l'ensemble de la filière.
  - La mise en œuvre de plusieurs règlementations :
    - Augmentation du retrait de la chlortétracycline à 60 jours en 2015-2016 pour satisfaire à des exigences à l'exportation.
    - Interdiction prévue en 2018 d'utiliser la tylosine comme facteur de croissance (c'est à dire au dosage de 11 et 22 ppm).

L'enquête de 2017 a mesuré l'usage des antibiotiques dans la moulée, mais aussi dans l'eau et par injection. Des maternités, des pouponnières et des élevages en sevrage finition ont également été échantillonnés. On pourra donc comparer l'usage des antibiotiques dans la moulée et l'usage des antibiotiques dans l'eau ou par injection pour une même catégorie d'animaux. On pourra également comparer les catégories d'animaux entre elles (truies et porcelets sous la mère vs poupons vs porcs en engraissement). Des résultats à venir dans les prochains numéros de *Porc Québec*. ■

Hugo Plante, DMV, MBA, médecin vétérinaire | Direction de la santé animale au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Geneviève Côté, MV, M.Sc. | Épidémiologie, direction générale des laboratoires et de la santé animale du MAPAQ
genevieve.cote@mapaq.gouv.qc.ca

Campagne de sensibilisation sur les stratégies collectives de contrôle du SRRP

En décembre 2017, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) a annoncé le lancement d'un projet pilote de campagne volontaire de sensibilisation et de prévention sur les stratégies collectives de contrôle du syndrome reproducteur et respiratoire porcin (SRRP). Dans le contexte de cette campagne, le Ministère offre, à tous les éleveurs admissibles, une visite vétérinaire préventive d'une durée de deux heures, aussi appelée visite zoosanitaire.

Au cours de cette visite, l'éleveur aura l'occasion de discuter avec son médecin vétérinaire de la gestion des risques associés au SRRP au sein de son élevage et sur les stratégies, programmes et outils à sa disposition pour mieux contrôler ce virus.

Cette campagne survient à la suite d'une décision concertée d'introduire de nouvelles mesures, assumées à 100 % par le gouvernement, dans le Programme d'amélioration de la santé animale du Québec (ASAQ). Par conséquent, la visite zoosanitaire ne comporte aucuns frais pour l'éleveur. Celui-ci est invité à communiquer avec son médecin vétérinaire pour vérifier son admissibilité au projet pilote. Il est à noter que la visite doit être effectuée avant le 31 mars 2018. ■

PHOTO : MARC LAJOIE, MAPAQ

L'éleveur aura l'occasion de discuter avec son médecin vétérinaire de la gestion des risques associés au SRRP.

La Campagne de sensibilisation et de prévention sur les stratégies collectives de contrôle du SRRP est le fruit d'une collaboration entre le MAPAQ, la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal, le Centre de développement du porc du Québec, les Éleveurs de porcs du Québec et l'Association des vétérinaires en industrie animale du Québec.

Julien Racicot, directeur adjoint aux Affaires économiques | jracicot@leseleveursdeporcs.quebec

Diffusion de l'étude du coût de production 2016 des Éleveurs de porcs

Les Éleveurs de porcs du Québec ont diffusé leur étude du coût de production 2016. On vous en présente ci-dessous les faits saillants. Pour plus de renseignements, on peut consulter le rapport intégral publié sur le site Internet des Éleveurs de porcs du Québec au http://www.accesporcqc.ca/nsphp/portail/publications/pub_pres.php#menuprt34

Tableau 1 : Critères technico-économiques des naisseurs

NAISSEURS AVEC VENTE AU SEVRAGE	2016	2014	2012
Nombre de fermes	18	19	15
Nombre moyen de truies	805	761	765
Porcelets sevrés par truie en inventaire	24,87	24,94	23,92
Taux de réforme des truies (%)	34	33	32
Taux de mortalité (%)	7,3	7,5	8,2
Prix de la moulée consommée par truie ($Tm)	339,49	351,25	380,7
Coût des médicaments et vétérinaire ($/truie)	45,47	41,42	40,67
Frais d'insémination ($/truie)	51,06	46,48	43,39
Coût de production ($/porcelet)	43,91	43,39	48,90

Tableau 2 : Critères technico-économiques des finisseurs

FINISSEURS UNIQUEMENT	2016	2014	2012
Nombre de fermes	17	22	14
Nombre de porcs produits	5 991	5 386	5 855
Inventaire moyen de porcs	2 155	2 013	1 979
Poids moyen carcasse (kg)	104,9	105,1	102,2
Taux de mortalité (%)	4,3	5,1	4,5
Indice de consommation gain vif	2,84	2,92	2,71
Coût d'alimentation $/100 kg	85,04	99,61	94,33
Prix des porcelets achetés ($)	65,52	81,14	64,65
Coût de production ($/100kg)	190,62	213,63	196,94

Depuis 2004, en se basant sur la méthodologie du Centre d'études sur les coûts de production en agriculture (CECPA), les Éleveurs de porcs du Québec réalisent une étude en partenariat avec les Groupes conseils agricoles du Québec et des conseillers techniques et en gestion. L'échantillon de 18 entreprises de type naisseur avec vente au sevrage et de 17 entreprises de type finisseur est représentatif de la taille et de la répartition régionale de ces types de fermes porcines au Québec.

Évolution des critères technico-économiques

La taille de la ferme moyenne de type naisseurs de l'échantillon est passée de 761 à 805 truies en inventaire entre 2014 et 2016. Par ailleurs, on assiste à une certaine stagnation de la productivité des truies (±24,9 porcelets sevrés par truie en inventaire) malgré une croissance du taux de réforme de celle-ci. D'un côté, la baisse du prix de l'alimentation a permis de réduire le coût de production, mais cette diminution a été en partie compensée par la hausse des frais de médicaments, soins vétérinaires et frais d'insémination.

La ferme moyenne de type finisseur de l'échantillon 2016 est également plus grande que par le passé avec près de 6 000 porcs produits annuellement et un inventaire moyen de 2 155 porcs. Après avoir connu une forte croissance au courant de la dernière décennie, le poids des porcs s'est stabilisé entre 2014 et 2016. Avec un prix de moulée plus faible et une meilleure conversion alimentaire, le coût d'alimentation en engraissement s'est amélioré en 2016 et explique une partie de la réduction

Tableau 3 : Solde résiduel des naisseurs et des finisseurs

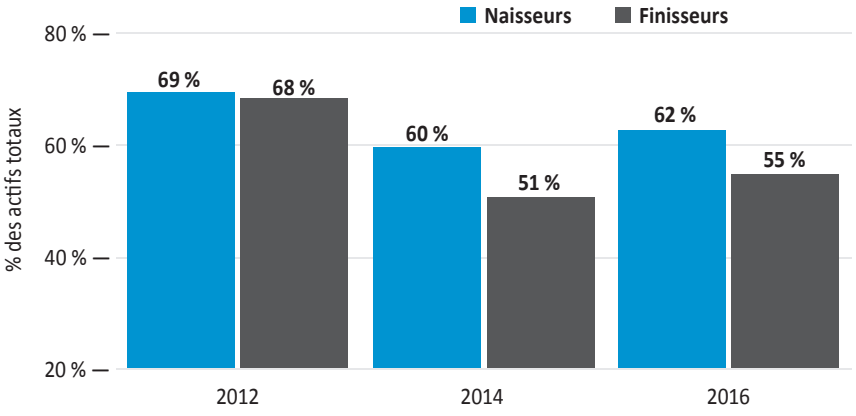
	Vente au sevrage			Finisseurs		
	2016	2014	2012	2016	2014	2012
En pourcentage des produits bruts totaux	%	%	%	%	%	%
Produits bruts totaux	100	100	100	100	100	100
- Charges avant salaire, intérêts et amortissement	75	64	74	89	85	89
Marge brute	**25**	**36**	**24**	**11**	**15**	**11**
-Salaires, retraits et impôts	17	15	11	3	3	4
= CDR maximum	8	21	12	8	12	8
- Remboursement capital sur emprunts	8	8	5	4	3	3
- Paiements intérêts long terme	2	2	2	1	1	1
=SOLDE RÉSIDUEL	**-3**	**11**	**5**	**3**	**8**	**3**
% d'entreprises avec solde résiduel négatif	62	10	27	47	9	36
% d'entreprises ayant obtenu un congé de remboursement de capital	6	5	53	6	5	36
Nombre de fermes	18	19	15	17	22	14

du coût de production par rapport aux années précédentes.

Solde résiduel

L'analyse du solde résiduel révèle sans surprise que celui-ci s'est détérioré entre 2014 et 2016 pour les deux types d'entreprise dans l'étude. En pourcentage de leurs revenus bruts totaux, les naisseurs enregistrent un solde résiduel moyen négatif (-3 %), alors que les finisseurs ont généré un solde positif (+3 %). En décortiquant l'écart, on constate que la marge brute des naisseurs et des finisseurs s'est maintenue entre 2012 et 2016. Chez les naisseurs, c'est une plus grande rémunération ainsi que des remboursements de capital plus élevés qui expliquent en partie l'écart de solde résiduel entre 2016 et 2012. À noter que seulement 6 % des fermes de type naisseur et finisseur ont obtenu un congé de remboursement de capital en 2016 alors que cette proportion était respectivement de 53 % et 36 % en 2012. Par ailleurs, il faut être prudent dans l'interprétation des résultats provenant de petits échantillons qui peuvent être influencés significativement par une seule observation. À cet effet, notons que 3 naisseurs sur 18 ont déclaré avoir subi une crise de maladie majeure en 2016.

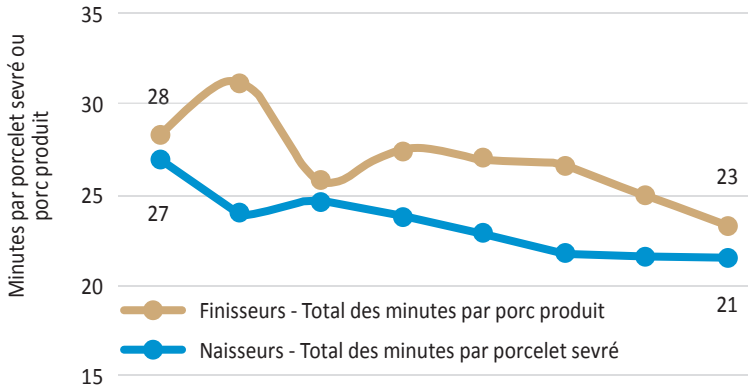
Figure 4 : Taux d'endettement des fermes de types naisseur et finisseur



Taux d'endettement

En jetant un coup d'œil au bilan de la valeur marchande, le constat est similaire chez les naisseurs et les finisseurs, soit une réduction significative de l'endettement entre 2012 et 2014, mais qui ne s'est pas poursuivie entre 2014 et 2016. En effet, le taux d'endettement des naisseurs est passé de 69 % à 60 % de 2012 à 2014, mais a ensuite grimpé à 62 % en 2016. Situation semblable chez les finisseurs où la dette a fluctué de 68 % à 55 % entre 2012 et 2016.

Figure 5 : Évolution du temps de travail total par unité produite



Amélioration de la productivité du temps de travail

En lien avec l'évolution des techniques d'élevage et de la productivité des truies, on constate une amélioration de la productivité du travail sur les fermes des naisseurs et des finisseurs qui réussissent à produire plus d'unités en moins de temps. Chez les naisseurs, le temps moyen de travail total par porcelet sevré est passé de 27 à 21 minutes entre 2009 et 2016 alors qu'il a baissé de 28 à 23 minutes par porc produit pour la même période chez les finisseurs.

Tableau 6 : Évolution des entretiens et des investissements chez les naisseurs et les finisseurs

	VENTE AU SEVRAGE			FINISSEURS		
	2012	2014	2016	2012	2014	2016
Entretien des bâtiments ($)	18 640	27 614	21 513	14 036	20 871	15 972
Ratio de l'entretien sur la valeur des bâtiments (%)	3 %	4 %	4 %	3 %	5 %	4 %
Investissements bâtiments ($)	44 703	49 157	6 174	2 368	30 294	3 333
Ratio de l'investissement sur la valeur des bâtiments (%)	7 %	7 %	1 %	1 %	7 %	1 %

Retour à un sous-investissement en 2016

Après un rebond en 2014 en lien avec les bons prix du porc, l'entretien et l'investissement dans les bâtiments chez les naisseurs et les finisseurs sont redescendus à des niveaux très faibles en 2016. Le ratio d'investissement sur la valeur des bâtiments de 1 % est nettement insuffisant pour assurer un renouvellement normal des actifs et la pérennité des entreprises.

Sondage sur la relève et le bien-être animal

L'étude révèle également que 56 % des fermes naisseurs ont une relève identifiée comparativement à seulement 20 % chez les finisseurs. De plus, les propriétaires ayant signifié leur intention de vendre leur entreprise représentent 22 % des naisseurs et 33 % des finisseurs.

En matière de bien-être animal, une grande majorité (72 %) des naisseurs ne loge pas encore les truies en groupe. Parmi cette majorité, une importante proportion est incertaine (44 %) par rapport à l'avenir ou indique carrément qu'elle n'a pas l'intention (11 %) de se conformer.

Rapport intégral

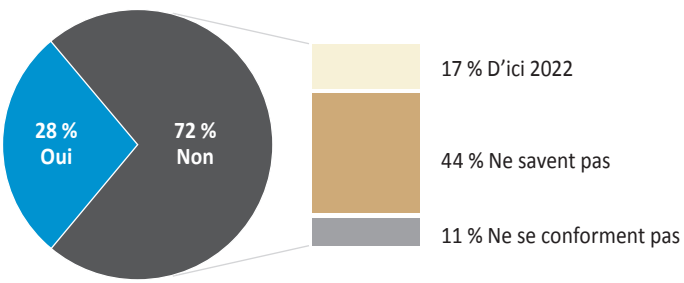
Les résultats de l'étude des Éleveurs de 2015 sur les entreprises de type naisseur-finisseur ont été indexés pour l'année 2016 et sont présentés dans le rapport intégral publié sur le site des Éleveurs de porcs du Québec. Ces entreprises feront à nouveau l'objet d'une enquête pour l'étude 2017 des Éleveurs qui coïncidera avec l'étude du CECPA sur le renouvellement du modèle ASRA.

Tableau 7 : Sondage sur la relève chez les naisseurs et les finisseurs

MODÈLE D'ENTREPRISE	VENTE AU SEVRAGE	%	FINISSEUR SEULEMENT	%
Nombre d'entreprises	18	100	15	100
Relève identifiée	10	56	3	20
L'entreprise sera vendue	4	22	5	33
Ne sait pas	4	22	5	33
Âge moyen du propriétaire le plus âgé de l'entreprise	55 ans		47 ans	

Figure 8 : Sondage sur le BEA

Vos truies en gestation sont-elles majoritairement logées en groupe? Si non, quand prévoyez-vous convertir vos bâtiments au BEA[MC]?



Charles Gagné, économiste, Éleveurs de porcs du Québec | cgagne@leseleveursdeporcs.quebec

Des indicateurs économiques au bout des doigts

Le tout nouveau tableau de bord économique des Éleveurs de porcs du Québec est maintenant disponible! Ce nouvel outil interactif a pour objectif de rendre disponibles, aux éleveurs d'abord, mais aussi à l'ensemble des intervenants de la filière, les informations économiques factuelles du marché porcin québécois de même que celles susceptibles de l'influencer.

Ce nouvel outil est entièrement autonome. C'est un avantage certain. Une fois le petit document téléchargé (moins de cinq mégaoctets), l'utilisateur n'a plus besoin de connexion Internet pour utiliser le tableau de bord économique. Tous les mercredis, une nouvelle version sera disponible pour téléchargement à partir du site Web du Service de la mise en marché des Éleveurs de porcs du Québec au http://www.accesporcqc.ca/nsphp/portail/publications/pub_pres.php, onglet ÉCONOMIE.

Examinons de plus près ses composantes et les informations qu'on y retrouvera en navigant sur le site.

CINQ THÈMES

Dans le coin supérieur gauche, on présente les cinq onglets regroupant, par thème, l'ensemble des informations contenues dans le rapport. Il suffit de cliquer sur l'onglet pour accéder au thème spécifique qui nous intéresse. À l'intérieur de chacun de ces thèmes, sont regroupés les sujets.

Thème « Production USA »

Les abattages, le poids des porcs et la production de viande américaine.

Thème « Prix de vente USA »

Le prix du porc, le prix des coupes et les indicateurs de marge brute des abattoirs aux États-Unis.

Thème « Offre de viande USA »

La production de viande, les exportations et les stocks de viande dans les entrepôts américains.

Thème « Production Québec »

Les abattages, le poids des porcs et la production de viande au Québec.

Thème « Prix Québec »

Le prix de référence US, le taux de change, le prix du porc au Québec.

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIE

TROIS ZONES

Tous les écrans du tableau de bord économique sont divisés en trois grandes zones.

1. La zone des graphiques

C'est la zone principale. Située au centre de l'écran, elle présente visuellement les informations sélectionnées du thème choisi. La présentation des graphiques est influencée par les choix effectués dans la zone « options ».

2. La zone des options

Elle est située, dans le bandeau bleu, à droite de celui des graphiques. Cette zone permet de paramétrer la visualisation de la zone des graphiques. On peut :

1. Cocher les années à afficher : l'année courante, l'année précédente, la moyenne 5 ans.

2. Choisir le type de regroupement des informations :

   a. Hebdomadaire/mensuel : les graphiques sont alors affichés en mode « ligne » et les données quantitatives individuelles sont accessibles en déplaçant le pointeur de la souris sur le point du graphique qui nous intéresse.

   b. Trimestriel : les graphiques sont affichés en mode « bâtonnets ». Les moyennes des périodes sont affichées au-dessus de chacun des bâtonnets.

   c. Annuel : les graphiques sont aussi affichés en mode « bâtonnets ».

3. Choisir les mesures (sujets) à afficher : en sélectionnant le bouton « Tous », on a alors une vue d'ensemble de tous les sujets du thème dans la zone des graphiques. On peut aussi facilement choisir le sujet particulier à approfondir. Il suffit alors de cliquer sur une mesure spécifique dans la zone des options pour que le graphique détaillé de ce sujet apparaisse dans la zone de graphique.

3. La zone des résultats

Elle est située à gauche de la zone de graphique. On y présente les résultats quantitatifs des sujets inclus dans le thème. Les résultats « à ce jour » de l'année courante (2017) sont ainsi comparés à ceux de la même période de l'année précédente (2016) ainsi qu'avec ceux de la « moyenne 5 ans » (2011 à 2015). Le pourcentage de variation de l'année courante par rapport aux autres périodes est aussi présenté.

C'est à l'usage qu'on découvre tout le potentiel et la flexibilité du nouveau tableau de bord économique interactif des Éleveurs de porcs du Québec. À votre souris et bonne navigation! ■

1. Choisir parmi les 5 grands thèmes

Voici ce que vous pourrez apercevoir en consultant le tableau de bord économique interactif sur le site Web des Éleveurs.

Nathalie Plourde, chargée de projets, CDPQ | nplourde@cdpq.ca

Près de 150 participants à l'atelier sur la gestion des truies en groupe

Le 10 octobre s'est tenu un atelier s'adressant aux producteurs et intervenants du secteur porcin désirant échanger ou en savoir plus sur le sujet de la transition des troupeaux vers une gestion des truies en groupe. L'atelier a eu lieu au Centrexpo de Drummondville. L'activité a connu un franc succès avec près de 150 participants!

Principaux sujets discutés :

- Conduite des troupeaux de truies en groupe et gestion de la période de transition.
- Aménagement des bâtiments (choix des types de plancherx, ventilation, etc.).
- Nouvelles technologies en maternité
- Alimentation de précision.
- Bons coups et pièges à éviter.
- Témoignages de producteurs ayant effectué, au sein de leur propre entreprise, la transition de leur troupeau vers une gestion des truies en groupe.

Aperçu de l'assemblée présente à l'atelier sur la transition et la gestion des truies en groupe.

Vous désirez obtenir plus d'information sur les sujets traités au cours de cet atelier? Ou vous aimeriez obtenir des conseils personnalisés? Sachez qu'un service d'accompagnement est offert en tout temps par le CDPQ, aux producteurs désirant effectuer la transition de leur troupeau vers une gestion des truies en groupe. Contactez M. Sébastien Turcotte par courriel (sturcotte@cdpq.ca) ou téléphone (418 650-2440, poste 4354).

Cet atelier a été financé par Swine Innovation Porc, par le biais du programme Agri-Innovation d'Agriculture et Agroalimentaire Canada ainsi que par des associations provinciales de producteurs et des partenaires de l'industrie. ■

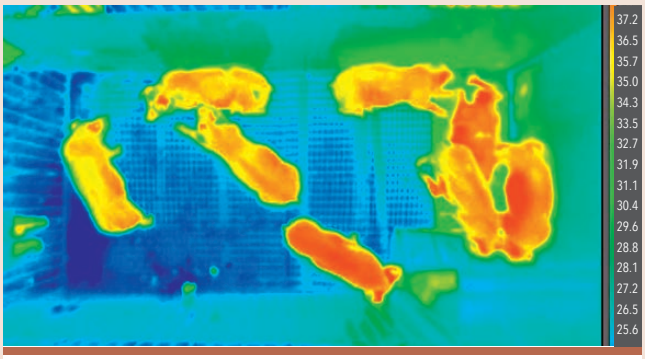
Des experts invités étaient présents et des éleveurs sont aussi venus témoigner de leur expérience et répondre aux questions de l'assemblée. Vous ne pouviez être présents, mais aimeriez avoir l'information présentée au cours de cette journée? Des capsules vidéo des présentations seront rendues disponibles en janvier 2018 sur le site Internet du Centre de développement du porc du Québec.

La thermographie infrarouge au service de la santé et du bien-être chez le porc?

L'innovation a toujours été au cœur des préoccupations au Centre de développement du porc du Québec. Un projet actuellement en cours à la Station d'évaluation des porcs de Deschambault témoigne bien de l'intérêt à explorer les nouvelles technologies en fonction de leur potentiel d'utilisation dans les élevages. Dans ce projet, c'est la thermographie infrarouge qui est mise à l'épreuve afin de démontrer son potentiel à détecter rapidement les maladies chez les porcs en pouponnière et ainsi mieux contrôler, voire améliorer l'état de santé et le bien-être global des animaux du troupeau.

Concrètement, ce projet propose de démontrer que la mesure de la température de surface (chaleur émise) d'un groupe de porcelets en pouponnière permet une détection précoce et précise de certaines maladies porcines. Plus précisément, lorsqu'une élévation de la température est mesurée sur un groupe de porcelets, celle-ci serait un indicateur précoce d'un problème de santé.

Au cours du projet, les porcelets sont exposés à diverses maladies, telles que le SRRP et l'influenza. Si les résultats sont concluants, la thermographie infrarouge pourrait s'avérer être, pour les producteurs québécois et canadiens, un nouvel outil fiable et abordable pour améliorer le bien-être et les performances des animaux, mais aussi pour favoriser une utilisation plus judicieuse des antibiotiques.



Visualisation d'un groupe de porcelets par l'entremise d'une caméra à thermographie infrarouge. L'échelle graduée à droite de la photo indique la température de la peau des animaux et des objets environnants (en degré Celsius).

Les essais en ferme viennent tout juste de se terminer. Les analyses sont toujours en cours, mais les premiers résultats sont encourageants. Un rapport de projet sera rendu disponible au cours des prochains mois. Pour plus de renseignements, contactez Patrick Gagnon (pgagnon@cdpq.ca) ou Frédéric Fortin (ffortin@cdpq.ca).

Séances de formation pour la certification TQA – Hiver 2018

Le Centre de développement du porc du Québec inc. offre la possibilité aux transporteurs et aux producteurs-transporteurs de participer à une formation permettant d'obtenir ou de renouveler la certification TQA (Transport Quality Assurance).

Cette certification permet de se conformer aux lois et aux règlements en matière de bien-être animal et de biosécurité, qui exigent que les transporteurs d'animaux du Canada et d'ailleurs connaissent les techniques permettant une manipulation respectueuse des animaux et l'application des mesures de biosécurité conformément aux attentes sociétales.

Dates de la formation

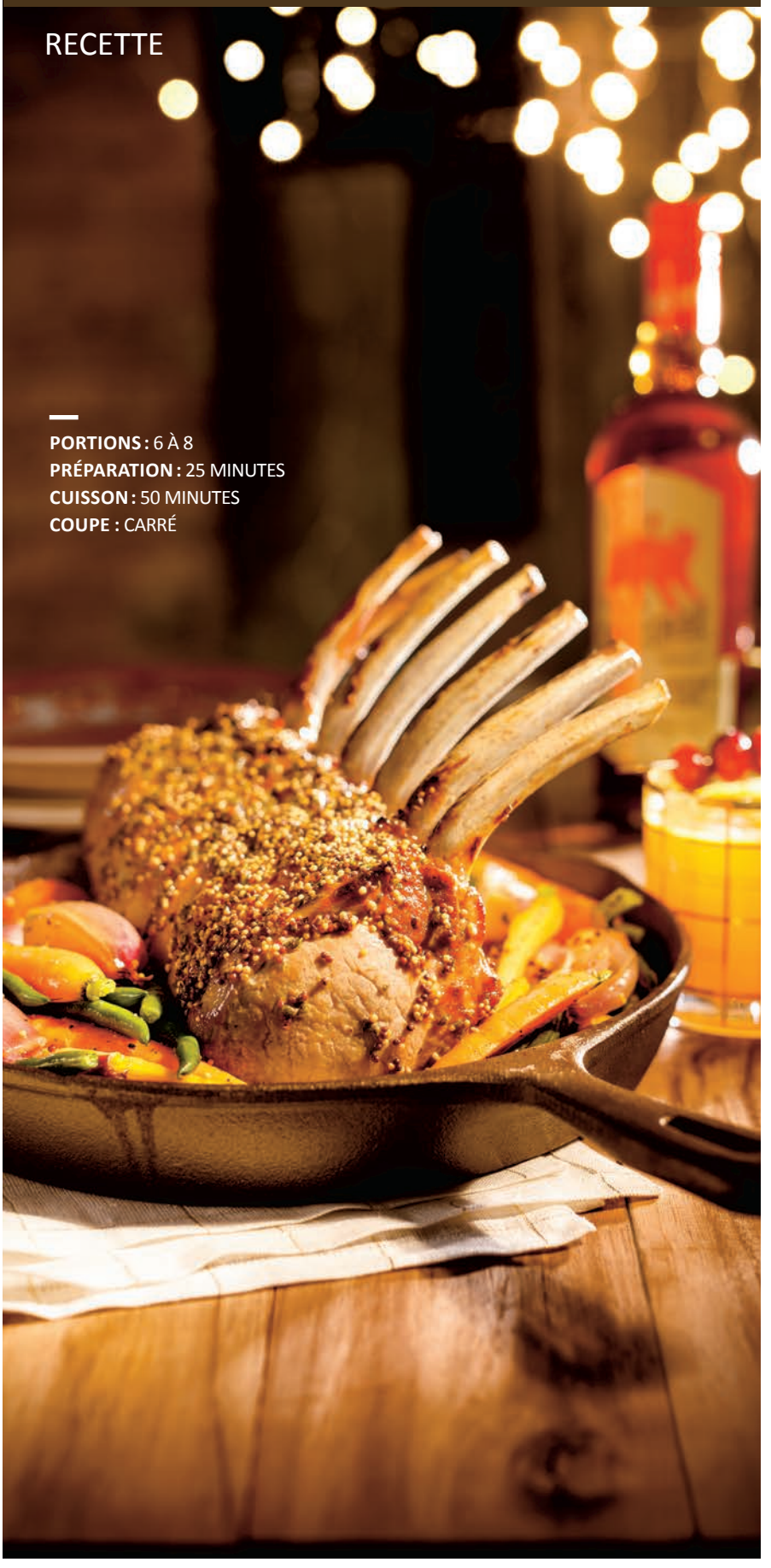
- Samedi, 27 janvier 2018, de 8 h à 12 h à Drummondville.
- Samedi, 3 février 2018, de 8 h à 12 h à Québec/Lévis.
- Samedi 31 mars 2018, de 8 h à 12 h à Québec/Lévis .
- Samedi, 31 mars 2018, de 8 h à 12 h à Drummondville.

Coût de la formation

149,47 $/personne (taxes incluses).
Veuillez noter que le nombre de places est limité. Cependant, d'autres formations pourront être organisées selon la demande.

Pour vous inscrire ou obtenir plus d'information, écrivez-nous à info.transport@cdpq.ca ou contactez Mme Hélène Fecteau au 418 650-2440, poste 4345.

RECETTE



PORTIONS : 6 À 8
PRÉPARATION : 25 MINUTES
CUISSON : 50 MINUTES
COUPE : CARRÉ

CARRÉ DE PORC MIEL, MOUTARDES, SAUGE ET CHIC CHOC

INGRÉDIENTS

1 carré de porc du Québec de 6 à 8 côtes
250 ml (1 tasse) de miel
125 ml (½ tasse) de moutarde forte
125 ml (½ tasse) de graines de moutarde jaunes ou noires
60 ml (¼ tasse) de zeste de mandarine ou d'orange
½ botte de sauge, effeuillée et hachée
30 ml (2 c. à table) d'huile d'olive (ou beurre)
125 ml (½ tasse) de fond de veau
60 ml (¼ tasse) de rhum Chic Choc
6 petites échalotes françaises, pelées et coupées en deux
2 gousses d'ail, hachées
Sel et poivre frais moulu, au goût

PRÉPARATION

Placer la grille au centre du four. Préchauffer le four à 200 °C (400 °F).

Dans un bol, mélanger le miel, la moutarde, les graines de moutarde, le zeste et la sauge. Saler et poivrer. Réserver.

Dans une grande poêle allant au four, à feu moyen-vif, faire chauffer l'huile. Y dorer le carré de tous les côtés. Saler et poivrer. Hors du feu, verser le mélange de miel et de moutarde sur la viande. Ajouter le fond de veau et le rhum au fond de la poêle, puis déposer les échalotes et l'ail tout autour de la viande.

Cuire au four de 45 à 50 minutes environ ou jusqu'à ce qu'un thermomètre inséré au centre de la viande indique 60 °C (140 °F) pour une cuisson rosée. Retirer le carré du four et couvrir de papier d'aluminium. Laisser reposer 15 minutes. Trancher entre les côtes et servir.

Pour plus de plaisir : www.leporcduquebec.com

Martin Archambault, rédacteur en chef du magazine Porc Québec marchambault@leseleveursdeporcs.quebec

Quand vient l'heure du petit déjeuner, il n'y a pas de meilleure odeur que celle du bacon grésillant dans la poêle à frire. Quels sont les composés qui donnent au bacon son fumet ? Malgré son statut d'aliment culte, les travaux de recherche sur les composés responsables de l'arôme que dégage le bacon lors de sa cuisson sont étonnamment peu nombreux. Il semble qu'une seule étude, datant de 2004, se soit intéressée aux composés qui parfument le bacon.

Les scientifiques ont alors essayé de découvrir quels composés étaient spécifiquement responsables de cette odeur, en comparaison avec les arômes libérés lors de la cuisson de la longe de porc. Ils ont procédé en faisant frire la viande, en l'émincant, puis en collectant dans un flux d'azote gazeux tous les composés organiques volatils présents.

Les chercheurs ont dressé la liste exhaustive des composés volatils recueillis. Ils ont constaté que de grandes quantités de glucides, d'alcools, de cétones et d'aldéhydes se trouvaient aussi bien dans les arômes de porc que de bacon, bien que toutes ces substances ne contribuent pas forcément à l'odeur perçue. Ils ont toutefois remarqué certains composés présents uniquement dans le bacon, et pensent que ce sont eux qui joueraient un rôle spécifique dans son odeur.

Ces composés contiennent tous de l'azote. Les chercheurs ont remarqué que, individuellement, aucun de ces composés n'a l'odeur de bacon, mais que, combinés entre eux ainsi qu'avec d'autres composés volatils, ils en sont probablement la source.

Des études complémentaires seraient nécessaires pour identifier la combinaison précise des composés dont résulte l'arôme du bacon. De plus, la sensibilité individuelle n'a pas été considérée dans cette étude, car les différences de perception d'une personne à l'autre sont difficiles à quantifier chimiquement. Aussi incroyable que cela paraisse, il est possible que l'odeur de bacon ne plaise pas à tout le monde !

On peut consulter l'article au www.futura-sciences.com/sciences/questions-réponses chimie-bacon-sent-il-si-bon-7919.

L.G. HÉBERT ET FILS LTÉE (abattoir)
Achats de truies et mâles de réforme
Antonio Filice et Mario Côté
Propriétaires
450 791-2630
428, rue Hébert
Ste-Hélène de Bagot
Cté Johnson, (Qc)
JOH 1M0
171164

ADIEU COCHONS ET POULES!

Un producteur de la Nouvelle-Écosse a été victime d'un vol sur sa ferme où il élève des animaux en liberté, a rapporté ici. radio-canada.ca. Le ou les malfaiteurs ont volé 6 porcs et 40 poules dans la ferme située à Cooks Brook au nord-est d'Halifax. D'autres fermes avaient aussi fait l'objet d'un cambriolage avant celle-ci non loin de là. Cette fois, les cambrioleurs avaient pris la fuite avec 33 poules. Un caporal de la Gendarmerie royale du Canada, qui cherchait les voleurs, a souligné que ce genre de vol d'animaux d'élevage était plutôt inhabituel.

DES PORCS NOURRIS AUX DÉCHETS

Un directeur d'un supermarché français a réduit de cinq tonnes les déchets alimentaires de son commerce et a économisé beaucoup d'argent, a rapporté le site www.lanouvellerepublique.fr La formule secrète ? Un partenariat avec un producteur local de porcs. Tous les produits invendus, fruits, légumes et autres, qui soient périmés, abîmés ou écrasés, sont donnés gratuitement aux cochons pour les nourrir. Le directeur ne paye plus les frais de récupération des produits invendus pour les traiter.